

**RUPTURE DES RELATIONS
DIPLOMATIQUES AVEC LES
EMIRATS**

**Une décision qui
relève de la défense
des intérêts
stratégiques
de l'Etat**

P 16

LANCEMENT D'UN INVENTAIRE NATIONAL
DU FONCIER ÉCONOMIQUE

La mise en place du guichet unique s'accélère

Le gouvernement accélère la mise en place d'une vision nationale du foncier économique disponible pour soutenir l'investissement. Le Premier ministre, Sifi Ghrieb, a instruit, jeudi, les walis de lancer immédiatement un recensement exhaustif des assiettes foncières industrielles, agricoles et touristiques, avec pour objectif d'établir, avant la fin septembre, une cartographie claire destinée notamment au futur guichet unique de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI). P 3



PRODUCTION DE
MÉDICAMENTS CONTRE
LE CANCER DU SEIN
**SAIDAL signe
un partenariat avec le
groupe suisse Roche**

Le Groupe SAIDAL a signé, jeudi à Alger, un contrat de partenariat avec l'entreprise suisse Roche en Algérie pour la localisation de la production de médicaments destinés au traitement du cancer du sein, au niveau de l'unité de production relevant du groupe public, située à El-Harrach (Alger).

P 2

APPROVISIONNEMENT
EN GNL

**L'Algérie à la
conquête du marché
bangladais**

L'Algérie et le Bangladesh explorent les voies d'un renforcement de leur coopération dans le domaine des hydrocarbures, avec en ligne de mire l'approvisionnement du marché bangladais en gaz naturel liquéfié (GNL). Les discussions engagées entre les deux pays pourraient ouvrir la voie à de nouveaux contrats commerciaux et permettre au GNL algérien de renforcer sa présence sur le marché asiatique.

P 3

CONTRIBUTION

**La Bureaucratie 2.0
est arrivée**

L'essor moderne de la bureaucratie remonte à la Prusse et l'Empire Allemand orchestré par Von Bismarck au siècle dernier qui voulait instituer un Etat puissant de nature à infléchir la montée du socialisme. Il a érigé les premières lois sociales autour d'un appareil administratif structuré. Après lui, plus connu, le théoricien de la sociologie Max Weber formalisera ce modèle en le portant à un niveau plus complexe pour assurer l'exercice de l'autorité publique.

Par MEKSEN Rachid,
Haut fonctionnaire en retraite

P 5

L'UGCAA CÉLÈBRE SON 70^e ANNIVERSAIRE

**Cap sur la numérisation
et la modernisation
de l'économie P 2**

PRODUCTION ET PRIX DU PÉTROLE

**L'Algérie se rapproche du
million de barils/jour P 3**

CONTRIBUTION

**L'énergie :
une malédiction
ou une opportunité ? P 5**

Par Kaci Kacem AITYALLA

INDUSTRIE
Le ministre reçoit
une délégation
d'opérateurs
économiques
égyptiens

Le ministre de l'Industrie, Farid Kourtel, a reçu une délégation d'opérateurs économiques égyptiens, avec laquelle il a examiné les moyens de renforcer la coopération dans les domaines industriel et de l'investissement entre les deux pays, indique un communiqué du ministère. La délégation égyptienne, accompagnée de l'ambassadeur d'Egypte en Algérie, était composée de responsables des groupes "Zaama Holding" et "Continental" pour le fer et l'acier. Au cours de cette rencontre, tenue jeudi au siège du ministère en présence de ses cadres centraux, les opportunités d'investissement ainsi que les possibilités d'échange d'expertises entre les entreprises économiques des deux pays ont été examinées, en vue de contribuer au développement de la coopération et de l'intégration industrielles et de servir les intérêts économiques communs des deux pays, précise le communiqué. Après avoir rappelé que "l'Algérie et l'Egypte sont deux pays frères liés par des relations historiques et fraternelles solides", M. Kourtel a appelé les investisseurs égyptiens à tirer parti des opportunités offertes par la nouvelle loi sur l'investissement ainsi que des facilitations accordées par l'Etat algérien. Il a, en outre, réaffirmé l'engagement de son ministère à accompagner les investisseurs et à lever les difficultés susceptibles d'entraver la concrétisation des projets, afin de garantir des partenariats fondés sur le principe du "gagnant-gagnant". De son côté, la délégation égyptienne a exprimé son intérêt pour le renforcement de la présence égyptienne en matière d'investissement en Algérie, faisant part de sa volonté de développer des partenariats et des projets industriels à la faveur des incitations et des facilitations mises à la disposition des investisseurs par l'Etat algérien, dans l'intérêt des deux pays.

R E.

L'UGCAA CÉLÈBRE SON 70^e ANNIVERSAIRE

Cap sur la numérisation et la modernisation de l'économie

L'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA entend inscrire son 70^e anniversaire dans une nouvelle dynamique tournée vers la modernisation de l'économie nationale. Réunie au Centre international des conférences Abdelatif Rahal à Alger, sous le haut patronage du Premier ministre et sous le thème « 70 ans, un engagement renouvelé, une économie qui triomphe », l'organisation professionnelle a mis l'accent sur la transformation numérique, la régulation du marché et le renforcement du partenariat avec les pouvoirs publics.

Par S R.

La cérémonie, présidée conjointement par la ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, Amel Abdellatif, et le secrétaire général de l'UGCAA, Issam Bedrissi, a réuni plusieurs représentants d'institutions et d'organisations nationales, ainsi que des autorités civiles et militaires. Cette célébration a également été l'occasion de revenir sur le rôle historique de l'organisation et de définir les priorités de son action pour les prochaines années. La ministre a mis en avant l'importance de renforcer le partenariat et la coordination entre son secteur, les organisations professionnelles et les opérateurs économiques, conformément à la vision du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, visant à bâtir une économie nationale forte et équilibrée. « Le renforcement du partenariat et de la coordination avec les organisations professionnelles et les opérateurs économiques demeure une priorité, conformément à la vision du président de la République visant à bâtir une économie nationale forte et équilibrée », a-t-elle déclaré. Elle a par ailleurs salué le rôle de l'UGCAA dans l'approvisionnement des marchés et la régularité de l'activité commerciale, assurant que son secteur continuera à l'accompagner afin d'améliorer les conditions d'exer-

cice de l'activité. « Notre secteur continuera à accompagner l'Union afin d'améliorer les conditions d'exercice de l'activité commerciale », a-t-elle affirmé. Amel Abdellatif a également mis l'accent sur la contribution de l'Union à la continuité de l'activité, au rapprochement des biens et services des citoyens, ainsi qu'à ses actions de solidarité en faveur des ménages, saluant à ce titre l'engagement constant de l'UGCAA aux côtés des citoyens. Pour Issam Bedrissi, ce 70^e anniversaire constitue une étape qui doit accompagner l'évolution des défis économiques auxquels le pays est confronté. Le secrétaire général de l'UGCAA a notamment mis en avant le passage d'un engagement historique, lié à la période de la Guerre de Libération, vers un « combat économique et numérique » adapté aux mutations actuelles. Il a réitéré l'engagement de l'Union à poursuivre son action au service de l'économie nationale, à défendre les intérêts des commerçants, des artisans et des opérateurs économiques, et à contribuer au renforcement de la souveraineté économique. « L'UGCAA est engagée à accompagner les efforts de l'État sur le terrain au profit des commerçants, des artisans et des opérateurs économiques », a-t-il déclaré. À l'approche de la rentrée scolaire, le secrétaire général de l'UGCAA a par ailleurs appelé les commerçants à veiller à ce que les prix des fourni-

tures scolaires restent à la portée de tous, insistant sur la nécessité de tenir compte du pouvoir d'achat des ménages et d'assurer la disponibilité des fournitures à des prix raisonnables, afin d'alléger les charges pesant sur les familles durant cette période. Dans cette même dynamique, la transformation numérique apparaît comme l'un des principaux leviers identifiés pour moderniser l'activité économique. Issam Bedrissi a ainsi plaidé pour une économie « forte et durable » reposant notamment sur la numérisation, l'innovation et une présence accrue sur le terrain. La ministre, pour sa part, a placé la numérisation dans une perspective plus large de gouvernance économique, estimant qu'elle ne devait pas être considérée comme une simple évolution technique, mais comme un instrument permettant d'améliorer le service public et de simplifier les démarches administratives. « La numérisation constitue un instrument stratégique pour améliorer le service public et simplifier les démarches administratives », a-t-elle déclaré. Selon elle, les outils numériques doivent également contribuer à renforcer la traçabilité des transactions et à fluidifier la circulation de l'information économique, une approche devant instaurer davantage de transparence dans les échanges et consolider la confiance entre les acteurs du marché.

PRODUCTION DE MÉDICAMENTS CONTRE LE CANCER DU SEIN

SAIDAL signe un partenariat avec le groupe suisse Roche

Le Groupe SAIDAL a signé, jeudi à Alger, un contrat de partenariat avec l'entreprise suisse Roche en Algérie pour la localisation de la production de médicaments destinés au traitement du cancer du sein, au niveau de l'unité de production relevant du groupe public, située à El-Harrach (Alger). La cérémonie de signature de ce contrat s'est déroulée sous la supervision du ministre de l'Industrie pharmaceutique, Ouacim Kouidri, en présence du directeur général du Groupe pharmaceutique, Younes Bouarara, du directeur général de Roche Algérie, Mohamed Ouali Omani, ainsi que de l'ambassadrice de la Confédération suisse en Algérie, Marion Wanschelt-Kropski, en sus de cadres des deux sociétés. Ce contrat s'inscrit, a-t-on souligné, dans le cadre du "renforcement de la coopération et du partenariat entre les opérateurs en vue de localiser la production de ce type de médicaments", de manière à renforcer la disponibilité de ces traitements en Algérie, et à garantir une prise en charge optimale des patients". Dans son allocution prononcée à cette occasion, le ministre de l'Industrie pharmaceutique a affirmé que la conclusion de ce contrat traduit l'importance accordée à "la garantie de la

disponibilité des médicaments essentiels au profit des patients atteints de cancer, à l'amélioration de la qualité des soins prodigués et à la continuité de leur traitement, selon les normes les plus élevées de qualité, de sécurité et d'efficacité". Il a, en outre, souligné l'engagement du ministère à concrétiser ce type de partenariats fondés sur le transfert de technologies, l'échange d'expertises et le développement des compétences nationales, en tant que levier essentiel pour bâtir une industrie pharmaceutique algérienne plus compétitive et durable, capable de répondre aux besoins nationaux, et de s'orienter, à l'avenir, vers les marchés africains et internationaux, tout en créant une valeur ajoutée dans le domaine de la production de médicaments. L'Algérie a fait du développement de l'industrie pharmaceutique nationale "un choix stratégique", tout en veillant à créer un environnement propice à la promotion de l'investissement productif et à encourager les partenariats contribuant à l'implantation d'une industrie de haute qualité, à même de renforcer la sécurité sanitaire du pays, conformément aux instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a ajouté M. Kouidri. De son côté, M. Bouarara a indiqué que ce partenariat constitue "un saut qualitatif"

pour le groupe Saidal et pour l'industrie pharmaceutique nationale dans son ensemble, soulignant que le groupe Roche compte parmi les principaux acteurs de l'industrie des médicaments innovants, notamment dans le domaine du cancer, et plus particulièrement du cancer du sein. Pour sa part, le DG de Roche Algérie a mis en avant l'importance de ce contrat, relevant que la coopération et le partenariat entre Roche Algérie et le groupe Saidal revêtent "une importance majeure". Il a, en outre, rappelé que les avancées enregistrées dans le domaine des médicaments destinés au traitement du cancer du sein en Algérie "ne constituent pas une fin en soi, mais représentent une étape dans le processus d'implantation de ces médicaments en Algérie". De son côté, l'ambassadrice de Suisse en Algérie a affirmé que ce partenariat constitue une étape "importante dans le renforcement des relations algéro-suisse", notamment dans le domaine de l'industrie pharmaceutique, saluant les efforts consentis par l'Algérie en matière de développement de l'industrie pharmaceutique et de renforcement de ses capacités de production.

R E.

Quotidien economique

Les EnjeuxEco

Edité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

LANCEMENT D'UN INVENTAIRE NATIONAL DU FONCIER ÉCONOMIQUE

La mise en place du guichet unique s'accélère

Le gouvernement accélère la mise en place d'une vision nationale du foncier économique disponible pour soutenir l'investissement. Le Premier ministre, Sifi Ghrieb, a instruit, jeudi, les walis de lancer immédiatement un recensement exhaustif des assiettes foncières industrielles, agricoles et touristiques, avec pour objectif d'établir, avant la fin septembre, une cartographie claire destinée notamment au futur guichet unique de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI).

Par Selma R.

Cette opération s'inscrit dans le prolongement des orientations données par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, lors de la réunion tenue mercredi sur la situation des investissements. Elle vise à disposer d'un état des lieux précis du foncier économique et de l'avancement des projets à l'échelle des wilayas, afin de faciliter l'orientation des investisseurs et de réduire les obstacles administratifs. Présidant une réunion interministérielle en visioconférence avec les walis et les responsables des établissements concernés, Sifi Ghrieb a appelé à une mise en œuvre « effective et immédiate » des instructions présidentielles. Il a notamment fixé comme échéance la fin du mois de septembre pour l'activation et la mise en service du guichet unique de l'AAPI, échéance qui coïncide avec l'achèvement attendu du recensement du foncier économique.

Pour mener à bien cette opération, les walis sont chargés de coordonner leurs travaux avec les départements ministériels concernés, selon la nature des assiettes foncières recensées. Le ministère de l'Industrie assurera ainsi la centralisation des données relatives au foncier industriel, tandis que les ministères du Tourisme et de l'Agriculture joueront le même rôle pour les secteurs relevant de leurs compétences respectives. L'objectif est de parvenir à un inventaire physique et rigoureux du foncier disponible, en distinguant notamment les assiettes exploitées de celles qui demeurent inexploitées. Les données ainsi collectées devront ensuite être regroupées afin de constituer une carto-

graphie nationale pouvant être mise à la disposition du guichet unique. « Il faut disposer d'une cartographie claire du foncier économique à mettre à la disposition du guichet unique », a déclaré le Premier ministre, insistant sur la nécessité d'aboutir à des données fiables dans des délais rapprochés.

S'agissant du foncier industriel, une attention particulière sera accordée aux projets déjà lancés. Les walis devront établir un inventaire de ces opérations et évaluer avec précision leur niveau d'avancement, sur la base d'une fiche technique et d'un modèle unifié. Cette démarche doit permettre de passer d'une appréciation disparate de l'état des projets à une lecture homogène de la situation de l'investissement dans les différentes wilayas. Le gouvernement veut également améliorer la méthode d'évaluation des investissements. Les nouvelles instructions prévoient notamment de distinguer clairement les nouveaux projets des opérations d'extension de capacités existantes, une distinction jugée nécessaire pour mieux cerner les investissements réellement engagés et leur niveau d'exécution. C'est dans cette optique que le ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme, de la Ville et de l'Aménagement du territoire, à travers ses directions de wilaya, accompagnera les walis dans cette opération et participera à l'évaluation technique de l'état de réalisation des projets. Sifi Ghrieb a d'ailleurs insisté sur la nécessité d'une évaluation « avec précision » et « selon un modèle unifié », afin de disposer d'une « vision globale et réelle de la situation des investissements ». Une telle approche doit également permettre d'identifier plus rapidement les contraintes qui empêchent cer-

tains projets d'avancer et d'apporter les réponses nécessaires aux opérateurs. Les fiches d'évaluation devront par ailleurs intégrer l'impact économique des projets, notamment en matière de création d'emplois, de valeur ajoutée, de contribution au PIB et de potentiel d'exportation. Le recensement ne se limitera donc pas à une simple identification des terrains disponibles, mais devra également fournir une base de données permettant de mieux mesurer l'efficacité économique du foncier mobilisé.

Sur le plan technique, le Haut-commissariat à la numérisation apportera son appui à l'opération afin d'assurer la collecte, la centralisation et l'exploitation des informations. Cette dimension numérique doit accompagner la transformation du parcours de l'investisseur et favoriser une plus grande transparence dans l'accès aux opportunités foncières. Dans le même esprit, le gouvernement prévoit de renforcer l'interconnexion des systèmes d'information avec plusieurs administrations, notamment les Impôts, le Domaine national et les Douanes, afin de disposer de données cohérentes et vérifiables et de garantir davantage de transparence dans le traitement des dossiers d'investissement. Cette démarche intervient d'ailleurs parallèlement à la préparation technique du guichet unique de l'AAPI, dont la mise en service effective est prévue pour la fin septembre, le modèle administratif devant être finalisé et le raccordement technique avec les différents départements ministériels achevé afin de permettre au dispositif de fonctionner de manière intégrée.

APPROVISIONNEMENT EN GNL

L'Algérie à la conquête du marché bangladais

Par Z R.

Vers de nouveaux contrats

L'Algérie et le Bangladesh explorent les voies d'un renforcement de leur coopération dans le domaine des hydrocarbures, avec en ligne de mire l'approvisionnement du marché bangladais en gaz naturel liquéfié (GNL). Les discussions engagées entre les deux pays pourraient ouvrir la voie à de nouveaux contrats commerciaux et permettre au GNL algérien de renforcer sa présence sur le marché asiatique. Le ministre d'Etat, ministre des Hydrocarbures, Mohamed Arkab, a examiné jeudi, par visioconférence, avec le ministre bangladais de l'Energie et des Ressources minières, Iqbal Hassan Mahmood, les mécanismes susceptibles de permettre l'approvisionnement du Bangladesh en GNL algérien ainsi que les moyens de consolider la coopération bilatérale dans le secteur des hydrocarbures. La rencontre, à laquelle ont pris part le PDG de Sonatrach, Nour Eddine Daoudi, l'ambassadeur du Bangladesh en Algérie ainsi que des responsables de plusieurs entreprises bangladaises du secteur pétrolier et gazier, dont Petrobangla, Bangladesh Petroleum Corporation (BPC) et Rupantarita Prakritik Gas Company Limited (RPGCL), traduit l'intérêt croissant de Dhaka pour la diversification de ses sources d'approvisionnement.

La partie bangladaise a ainsi exprimé son intérêt pour la conclusion de contrats d'achat de GNL auprès de l'Algérie, en mettant en avant la position de Sonatrach comme fournisseur fiable et stratégique sur le marché international du gaz.

Les discussions ont porté ainsi sur les possibilités de partenariat entre Sonatrach et les entreprises bangladaises dans plusieurs segments de la chaîne énergétique, notamment le gaz de pétrole liquéfié (GPL), les produits pétroliers ainsi que le développement des infrastructures liées à ces activités.

Les deux parties souhaitent ainsi aller au-delà des opérations ponctuelles réalisées par le passé et inscrire leur coopération dans un cadre plus structuré. A cet effet, elles ont convenu de mettre en place un groupe de travail conjoint chargé du suivi des différents dossiers, en prélude à la conclusion d'accords concrets.

Cette démarche intervient dans un contexte où le Bangladesh cherche activement à sécuriser ses approvisionnements énergétiques. Le GNL occupe une place de plus en plus importante dans son bilan gazier, représentant environ 33 % de la demande intérieure de gaz en 2025. Cette proportion pourrait atteindre près de 60 % à l'horizon 2030, selon les prévisions de l'Unité de recherche sur l'énergie basée à Washington.

Pour l'Algérie, un éventuel contrat avec le Bangladesh représenterait une ouverture vers un marché asiatique dont la présence reste limitée dans la carte actuelle de ses exportations de GNL.

Au premier semestre 2026, les exportations algériennes de GNL ont reculé de 6,5 % sur un an, à environ 4,47 millions de tonnes, contre

4,78 millions de tonnes durant la même période de 2025. L'essentiel de ces volumes a été absorbé par le marché européen, cinq pays représentant à eux seuls plus de 90 % des cargaisons, soit environ 4 millions de tonnes.

La Turquie arrive en tête avec près de 1,55 million de tonnes, suivie de la France avec 1,31 million de tonnes et de l'Italie avec environ 520.000 tonnes. Le Royaume-Uni et l'Espagne complètent les principaux marchés européens, avec respectivement près de 350.000 et 300.000 tonnes. Les autres marchés ont reçu environ 440.000 tonnes au cours des six premiers mois de l'année.

Si l'Europe demeure donc le principal débouché du GNL algérien, des cargaisons ont déjà été expédiées vers certains marchés asiatiques, notamment la Thaïlande, la Corée du Sud, le Japon et le Bangladesh. Ces opérations sont toutefois restées ponctuelles et ne se sont pas inscrites, jusqu'à présent, dans le cadre de contrats d'approvisionnement à long terme. Le Bangladesh n'est pas totalement nouveau pour le GNL algérien. Les premières cargaisons ont été enregistrées en 2019, avec environ 292.000 tonnes réparties sur quatre cargaisons. Les volumes ont ensuite évolué de manière irrégulière : 70.000 tonnes en 2020, 132.000 tonnes en 2021, 67.000 tonnes en 2022 et 134.000 tonnes en 2023. En 2024, le Bangladesh n'a reçu qu'une seule cargaison algérienne, d'environ 79.000 tonnes, arrivée en septembre. Il s'agit, à ce jour, de la dernière livraison de GNL algérien enregistrée à destination de ce marché.

PRODUCTION ET PRIX DU PÉTROLE

L'Algérie se rapproche du million de barils/jour

La production pétrolière algérienne poursuit sa progression, tandis que le Sahara Blend confirme sa bonne valorisation sur le marché international. En août dernier, la production de brut a augmenté pour le cinquième mois consécutif, atteignant 999.000 barils par jour, alors que le prix du brut algérien s'est hissé à 94,32 dollars le baril, le niveau le plus élevé parmi les bruts arabes composant le panier de l'Opep. Selon le dernier rapport mensuel de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), publié jeudi 10 septembre, la production algérienne s'est établie à 999.000 barils par jour en août, contre 995.000 barils par jour en juillet, soit une hausse de 5.000 barils par jour sur un mois.

Cette progression prolonge une tendance haussière entamée au printemps et permet à la production nationale de retrouver son niveau le plus élevé depuis avril 2023, lorsque celle-ci avait atteint environ 1,01 million de barils par jour, selon les données historiques de l'Unité de recherche sur l'énergie basée à Washington.

La hausse intervient dans le cadre de la mise en œuvre progressive des décisions de l'alliance Opep+, qui poursuit le démantèlement des réductions volontaires de production décidées par huit pays membres. L'Algérie fait partie du groupe composé également de l'Arabie saoudite, de la Russie, de l'Irak, du Koweït, du Kazakhstan et du sultanat d'Oman.

La dynamique devrait se poursuivre au cours des prochains mois. Selon les dernières mises à jour du calendrier de production de l'Opep+, la production algérienne devrait atteindre 1,007 million de barils par jour en septembre, un niveau qui devrait également être maintenu en octobre.

Cette évolution traduit la volonté de l'Algérie d'accompagner la remontée progressive des niveaux de production décidée par l'alliance, tout en restant conforme aux plafonds qui lui sont assignés.

Le Sahara Blend au sommet Sur le front des prix, le brut algérien affiche également une performance remarquable. Le Sahara Blend a enregistré en août la plus forte progression parmi les bruts arabes du panier de l'Opep, avec une hausse de 12,6 % sur un mois. Son prix moyen est ainsi passé de 83,79 dollars le baril en juillet à 94,32 dollars en août, permettant au brut algérien de prendre la première place du classement des bruts arabes les plus chers du panier de l'organisation. Le Sahara Blend devance le brut libyen Es Sider, dont le prix a atteint 91,37 dollars le baril, et le Murban des Emirats arabes unis, à 90,96 dollars. L'Arab Light saoudien s'est établi à 86,52 dollars, devant le Koweït Export à 82,78 dollars et le Basra Medium irakien à 82,04 dollars.

Synthèse Z R.

MONNAIES

Le dollar en légère hausse, porté par l'accélération de l'inflation américaine

Le dollar avance un peu jeudi, soutenu par la publication de chiffres d'inflation supérieurs aux attentes aux Etats-Unis qui accentuent les anticipations de hausses de taux par la Réserve fédérale (Fed). L'indice des prix à la production (PPI) a nettement réaccélééré le mois dernier aux Etats-Unis, à +5,4% sur un an contre +4,8% en juillet, tiré par un rebond des coûts énergétiques, selon des données publiées jeudi. Cela a fait grimper les taux obligataires américains à des niveaux plus vus depuis des années, l'échéance à long terme (30 ans) atteignant même un plus haut depuis 2007. Les investisseurs ont renforcé leur anticipation d'un resserrement monétaire de la banque centrale américaine lors de sa réunion la semaine prochaine, une dynamique qui profite au dollar. Vers 18H15 GMT, le billet vert reprenait 0,16% à la monnaie unique européenne, à 1,1614 dollar pour un euro, et reprenait 0,25% à la devise britannique, à 1,3513 dollar pour une livre. La Banque centrale européenne (BCE) a pour sa part décidé de relever ses taux directeurs d'un quart de point, sans surprise. L'euro n'a par conséquent que très peu réagi à l'annonce.

APS

INNOVATION ET ENTREPRENEURIAT

Une réunion algéro-italienne pour renforcer l'échange d'expertise

Une réunion de coordination avec une délégation italienne s'est tenue, jeudi au siège du ministère de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, afin d'examiner les moyens de renforcer la coopération et les échanges d'expertise entre les deux pays dans les domaines de l'innovation et de l'entrepreneuriat, indique un communiqué du ministère. La réunion a été présidée par la cheffe de cabinet du ministre, en présence de l'ambasadrice d'Italie en Algérie, ainsi que de la directrice générale de l'Agence nationale de gestion du microcrédit (ANGEM) et d'un représentant de l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (NESDA). Cette rencontre a permis "d'examiner les possibilités de coopération dans les domaines de l'innovation et de l'entrepreneuriat liés aux industries de transformation, ainsi que les possibilités de tirer profit de l'expérience italienne dans la création de micro-entreprises spécialisées dans la transformation des matières premières locales en ressources à forte valeur ajoutée", précise le document. Au terme de la réunion, il a été convenu d'entamer l'organisation de sessions de formation au profit des porteurs de projets dans les domaines de l'économie circulaire et de l'entrepreneuriat, avec la possibilité de les mettre en relation avec le marché européen, conclut le communiqué.

R E.

FORMATION PROFESSIONNELLE / OLYMPIADES DES MÉTIERS

Plus de 2 700 concurrents aux éliminatoires régionales à partir de mardi

Plus de 2.700 stagiaires issus des établissements de formation et d'enseignement professionnels participent, à partir de mardi, aux éliminatoires régionales des Olympiades des métiers, organisées par le ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels, en vue d'encourager l'innovation et de mettre en valeur les compétences et les talents des apprentis, a indiqué le directeur des études au ministère, Fouad Khettal. Dans une déclaration à l'APS, M. Khettal a précisé que 2.757 stagiaires et apprentis du secteur de la Formation et de l'Enseignement professionnels s'affronteront dans les éliminatoires régionales des Olympiades des métiers, édition 2026, dans plusieurs spécialités relevant de 6 filières professionnelles, dont les techniques de construction, les technologies de l'information et de la communication (TIC), ainsi que les arts du design et de la mode. "Ces éliminatoires régionales, qui s'étaleront sur trois jours, se dérouleront dans cinq wilayas : Sétif, Ouargla, Boumerdès,

Sidi Bel-Abbès et El-Bayadh, sous la supervision d'un jury composé d'enseignants, d'artisans et de spécialistes du domaine, afin d'évaluer les capacités des concurrents dans leurs domaines de spécialisation et de sélectionner ceux qui participeront aux éliminatoires finales de ces Olympiades, prévues en novembre prochain", a-t-il ajouté. Le même interlocuteur a estimé que cette manifestation constitue "une étape importante pour mettre en valeur les capacités et les compétences des stagiaires et des apprentis, encourager leur esprit d'innovation et créer un environnement compétitif permettant de promouvoir la formation professionnelle", en sus de s'efforcer à "faire connaître les métiers et les spécialités inclus dans le programme de formation du secteur". Dans le même sillage, il a souligné que ces Olympiades constituent également "une occasion d'ancrer la culture de l'excellence professionnelle, tout en affirmant que la formation professionnelle ne se limite pas à l'acquisition de connaissances théoriques,

mais repose essentiellement sur la maîtrise des compétences et la capacité à les mettre en pratique dans un environnement professionnel, ainsi que sur la découverte de talents susceptibles de représenter l'Algérie dans ces compétitions au niveau international". Dans cette optique, et afin d'assurer la réussite de ces éliminatoires régionales, M. Khettal a indiqué que "les moyens matériels et humains nécessaires ont été mobilisés et que les différents aspects techniques, pédagogiques et organisationnels ont été ajustés de manière à garantir le bon déroulement des différentes étapes de cette manifestation et à offrir aux concurrents et aux participants les conditions appropriées à ce rendez-vous".

R E.

MATIÈRES PREMIÈRES
Le cuivre atteint un nouveau record, l'or en baisse

Le prix du cuivre a atteint un nouveau record cette semaine à la Bourse des métaux de Londres (LME) avant de tomber en fin de semaine avec des doutes sur la mise en place de droits de douane aux Etats-Unis. Le métal rouge était porté par des craintes d'une production insuffisante face à une demande croissante pour le renouvelable, l'intelligence artificielle ou la défense, mais aussi face aux spéculations sur de nouveaux droits de douane visant ce métal aux Etats-Unis. Une tonne de cuivre coûtait 14.249 dollars sur le LME, contre 14.415,50 dollars à la clôture la semaine dernière. Le cours de l'or a perdu du terrain cette semaine, les anticipations d'une hausse des taux directeurs américains mercredi prochain favorisant le dollar et les obligations américaines, jugés plus attractifs que le métal précieux. Le marché s'attend à ce que la Réserve fédérale (Fed) relève ses taux d'un quart de point de pourcentage à l'issue de sa prochaine réunion de politique monétaire mardi et mercredi. L'indice des prix à la production (PPI) s'est en effet affiché jeudi en nette accélération en août aux Etats-Unis, tiré par un rebond des coûts énergétiques, tandis que l'indice des prix à la consommation (CPI) paru vendredi est resté stable le mois dernier, à 3,4% sur un an. Les cours du sucre ont progressé cette semaine, soutenus par le renchérissement du pétrole et un marché préoccupé par la baisse de la production dans plusieurs régions du monde. Le sucre étant utilisé pour la production d'éthanol, quand le pétrole monte, les sucreries sont incitées à consacrer une part plus importante de la trituration de la canne à sucre à la production du carburant alternatif. A Londres, la tonne de sucre blanc pour livraison le même mois valait 533,40 dollars vendredi, contre 525,40 dollars le vendredi précédent à la clôture.

APS

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 10 سبتمبر 2026
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 10 Septembre 2026

Prix du détail ¹			أسعار التجزئة ²		
DA / Kg			دج / كغ		
Produits		معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	المنتجات
Légumes frais	Pomme de terre	102	114	89	البطاطا
	Tomate	83	100	65	الطماطم
	Oignon sec	75	84	65	البصل الجاف
	Ail sec	798	931	666	الثوم الجاف
	Carotte	131	148	114	الجزر
	Navet	165	183	147	اللفت
	Poivron	127	146	107	الفلفل الاخضر
	Piment	142	165	120	الفلفل الحار
	Courgette	159	176	142	الكوسة
	Haricot vert	229	260	197	الفاصولياء الخضراء
	Laitue	143	159	127	الخس
Fruits frais	Pomme locale	410	522	298	التفاح المحلي
	Datte	507	375	384	التمر
	Raisin	292	590	208	العنب
	Banane	625	650	600	الموز
	Melon	97	110	84	البطيخ الاصفر
	Pastèque	79	89	70	البطيخ الاحمر
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	2088	2234	1942	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	554	569	540	الدجاج
	Œufs (Unité)	20	21	19	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	98	104	91	حليب البقر (لتر)

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	345,00	NC	0,00	1,64	-5,19	7,35	7,54	0	0,00
AYRADE	AYRD	815,00	NC	0,00	0,00	0,18	116,43	-	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 400,00	1400,00	0,00	0,00	-0,13	7,56	7,64	20350	28 490 000,00
BIOPHARM	BIO	2 514,00	2516,00	0,08	0,09	0,98	6,69	6,36	200	503 200,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 046,00	2039,00	-0,49	-0,64	-7,18	8,45	8,58	1364	2 781 196,00
EGH EI Aurassi	AUR	360,00	NC	0,00	0,00	-1,59	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	431,00	431,00	0,00	2,38	2,46	1,19	8,12	675	290 925,00

La Bureaucratie 2.0 est arrivée

L'essor moderne de la bureaucratie remonte à la Prusse et l'Empire Allemand orchestré par Von Bismarck au siècle dernier qui voulait instituer un Etat puissant de nature à infléchir la montée du socialisme. Il a érigé les premières lois sociales autour d'un appareil administratif structuré. Après lui, plus connu, le théoricien de la sociologie Max Weber formalisera ce modèle en le portant à un niveau plus complexe pour assurer l'exercice de l'autorité publique.

Par MEKSEN Rachid,
Haut fonctionnaire en retraite

À l'origine entendons-nous, la bu-
reaucratie naissante puis affinée a
bien assuré ses fonctions de souve-
raineté, d'ordre institutionnel et de couver-
ture du besoin social, ce qui la rendait légi-
time comme un ordre obligé.
Forte de son succès et surfant sur ses états
de service, elle a évolué vers des formes
plus variées devenant une bureaucratie pu-
blique, une bureaucratie privée (banques,
grands groupes détenant des positions
fortes sur le marché), une bureaucratie de
métier (universités, hôpitaux..) pour finir
en bureaucratie numérique (règles codées
dans des algorithmes) que nous avons
trouvé commode d'intituler 'bureaucratie
2.0'
Cette mue, alimentée par l'intelligence ar-
tificielle (IA) et les technologies numé-
riques, promet d'optimiser le fonctionne-
ment administratif et le service aux ci-
toyens par une plus grande efficacité de
réaction grâce à l'automatisation des tâches
répétitives offrant ainsi une accessibilité
accrue aux services publics, une transpa-
rence des données pour assoir une meil-
leure communication avec les administrés,
réduisant grandement les opportunités de
corruption
Les faits ont vite mis à jour d'autres travers,
la bureaucratie 2.0 souffre d'une rigidité
systémique car tant que l'IA est encore plus
artificielle qu'intelligente, les systèmes au-
tomatisés manqueront d'empathie et ne

pourront pas déroger aux règles pour des
cas particuliers complexes. Cela peut
conduire à des situations où des usagers se
trouvent confrontés à des décisions ina-
daptées à leurs besoins spécifiques.
En effet, la bureaucratie 2.0 se fonde sur la
reconstitution des biais historiques pré-
sents dans les données utilisées pour en-
traîner les algorithmes. Cela aboutit à des
discriminations et des inégalités dans le
traitement des citoyens, notamment dans
des domaines sensibles comme l'éligibilité
aux aides sociales. Pareillement si un pays
institue un contrôle de l'immigration, les
algorithmes historiques vont pénaliser des
pans entiers de cette population sous l'effet
d'un balayage abstrait et opaque :
lorsqu'une décision erronée est prise, il est
tentant de reporter la faute sur le système,
privant ainsi les usagers d'un recours hu-
main effectif.
Enfin la bureaucratie 2.0 peut également
aggraver la fracture numérique au détri-
ment de ceux qui ne maîtrisent pas le sujet
en les excluant des services administratifs,
créant ainsi des inégalités supplémentaires.
Nonobstant ces risques, des réponses
adaptées semblent exister pour concilier
les nécessités du monde moderne et com-
plexe avec l'aspiration au bien être person-
nel et collectif. A ce stade de nos interroga-
tions poussées à leur limite prospective, on
s'est affranchi de l'espace qui nous entoure
pour savoir comment les pays de l'Europe
du Nord à la fois friands de technologie
avancée et intransigeants à l'égard des in-
trusions bureaucratiques assimilées à un

frein à leur épanouissement et leur bien
être légendaire.
Là, la bureaucratie 2.0 s'est vu imposer des
limites sacrées à sa généralisation intrusive
: aucune mesure dictée par l'impératif de
progrès administratif ou économique ne
peut affecter le droit à la sérénité et la
confiance revenant aux citoyens. Chaque
unité de compte à dépenser sous l'autel de
l'efficacité administrative doit faire l'objet
d'un contrôle permanent de droit revenant
aux citoyens qui le désirent. L'avancée éco-
nomique n'étant plus un motif pour sou-
mettre le corps social à des exigences af-
fectant leur confort et la confiance placée
dans leur relation avec les institutions.
Par exemple, les administrations centrales
et territoriales, sont sujettes à des visites de
journalistes pour éplucher les registres
consignant leur activité, les justificatifs de
dépenses réalisées et les mesures pour sim-
plifier le quotidien des administrés.
Raillées là où elles ne sont pourtant pas au-
torisées, ces pratiques saines ont dissuadé
la bureaucratie de s'étaler là où elle n'a pas
lieu de proliférer.
Même drapée sous son habit numérique et
enjovivée par l'IA, la bureaucratie sans
garde-fou grignote l'espace privé, soumet
l'individu à ses codes indéchiffrables,
évoque la nécessité la plus haute pour ten-
ter un passage en force, alors que soumise
à un contrôle bienveillant et légitime, elle
évolue en harmonie avec le corps social
qu'elle proclame servir. Celui-ci, dans sa
sagesse collective, ne demande pas que
l'intérêt défendable soit sacrifié mais que la

bureaucratie moderne 2.0 respecte aussi
des règles intangibles d'aspiration à un
mode de vie qui progresse grâce aux exi-
gences qu'il impose pour sa part à la bu-
reaucratie.
Des pratiques simples et transposables
ainsi s'affirment comme un garant dressé
devant les tentacules impersonnelles et le
pouvoir des codes abstraits imaginés dans
des laboratoires immaculés. Il fallait explo-
rer les modes de vie de nos lointains voi-
sins de l'Europe du Nord pour trouver la
potion miracle qui viendrait dissuader
l'hydre à sept têtes de soumettre ses pro-
pres concitoyens à sa marche vers un salut
imaginaire.
Des ressources budgétivores et des outils
complexes ont été mobilisés puis vantés
afin de faire refluer la bureaucratie, sans
succès apparemment, pèle mèle on citera :
Ici, on autorisera une nouvelle norme juri-
dique qu'après la suppression préalable du
texte en vigueur, histoire de ne pas faire
grossir le mille feuilles administratif déjà
en surpoids (mais qui maintient le statu
quo), la bas on recourt à un médiateur
mais qui ne peut agir autrement qu'en ren-
dant la bureaucratie plus fluide, ailleurs
enfin, on interpose des agences pour assu-
rer les failles d'un service mal exécuté. La
bureaucratie garde intacte sa nature tant
que ses fondements ne sont pas remis en
cause. Le Danemark et ses voisins ont
montré un cas de succès à partir de me-
sures étrangement simples. La voie restant
ouverte pour le reste des pays.

L'énergie : une malédiction ou une opportunité ?

Par Kaci Kacem AITYALLA (*)

« Pendant des décennies,
la puissance énergé-
tique d'un pays s'est
mesurée à ses réserves, à sa pro-
duction et à sa capacité d'exporta-
tion. »
L'intelligence artificielle, les data
centers, l'électrification de l'in-
dustrie et la transformation nu-
mérique sont en train de modi-
fier profondément cette équation.
L'énergie n'est plus seulement une
ressource.
Elle devient une infrastructure de
puissance industrielle, technolo-
gique et cognitive.
Les travaux que nous suivons
dans le cadre de notre veille
convergent sur plusieurs ten-
dances : le coût et la disponibilité
de l'énergie redeviennent des fac-
teurs déterminants de compéti-
tivité industrielle ; la résilience
énergétique devient un enjeu de
souveraineté ; et le développe-
ment massif de l'IA introduit une
nouvelle demande électrique qu'il
faudra désormais intégrer aux
stratégies nationales.
L'étude récente de CGI et L'Usine
Nouvelle consacrée aux transfor-
mations de l'industrie française
vient renforcer ce constat : éner-
gie, automatisation, numérique,
IA et résilience industrielle ne
peuvent plus être pensés séparé-
ment.
Pour les pays disposant
d'importantes ressources énergé-



tiques, et notamment pour l'Algé-
rie, la question stratégique pour-
rait donc évoluer.
Il ne s'agit plus seulement de de-
mander :
Combien d'énergie pouvons-nous
produire et exporter ?
Mais également :
Que pouvons-nous produire

grâce à cette énergie ?
De l'électricité.
De l'industrie.
Du calcul.
Des infrastructures numériques.
De l'intelligence artificielle.
De la connaissance.
Et finalement, davantage de va-
leur créée localement.



Cela suppose probablement de
sortir des oppositions tradition-
nelles.
Gaz ou renouvelables.
Centralisé ou distribué.
Exportation ou consommation
intérieure.
Industrie ou numérique.
La prochaine décennie pourrait
au contraire imposer un mix
énergétique sans tabou, construit
autour d'un objectif : affecter
chaque ressource énergétique à
l'usage où elle produit le plus de
valeur économique, industrielle,
technologique et souveraine.
L'IA ajoute cependant une
contrainte essentielle.
Nous ne pourrions pas construire
une intelligence artificielle soute-
nable en considérant la puissance
de calcul comme une ressource
illimitée.
La question de demain ne sera
donc pas seulement :

« Quelle IA est la plus puissante ?
»
Elle sera aussi :
« Quelle intelligence utile produi-
sons-nous pour chaque unité
d'énergie, de calcul et de res-
source physique mobilisée ? »
C'est également l'un des sujets
que nous explorons dans les tra-
vaux PACAH™ : penser conjoin-
tement souveraineté numérique,
infrastructures, intelligence hu-
maine augmentée et sobriété
computationnelle, sans confon-
dre innovation technologique et
consommation illimitée de res-
sources.
L'énergie pourrait ainsi devenir
l'un des grands points de conver-
gence entre souveraineté énergé-
tique, souveraineté industrielle et
souveraineté numérique.
Pour les pays producteurs, le vé-
ritable changement de paradigme
serait alors de passer progressi-
vement :
de l'exportation de l'énergie à la
transformation de l'énergie en va-
leur.
C'est cette question que nous ou-
vrons dans ce 1er Cercle.
L'énergie : une malédiction ou
une opportunité ?
La réponse dépendra peut-être
moins de ce que nous avons sous
nos pieds que de ce que nous dé-
ciderons d'en faire.

(*) Fondateur PACAH™
Président d'honneur fondateur du
Cluster Digital Africa

TIZI-OUZOU

Lancement de la distribution de cheptels aux sinistrés des incendies

L'opération de distribution d'animaux d'élevage aux sinistrés ayant perdu leurs cheptels lors des incendies de fin août dernier, a été entamée à Tizi-Ouzou, a-t-on appris jeudi auprès de la direction locale des services agricoles (DSA). Dans le cadre de la poursuite des opérations de prise en charge et d'indemnisation des citoyens victimes des récents feux de forêt, et en application des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à accélérer l'indemnisation des sinistrés avant le 15 septembre 2026, la wilaya de Tizi Ouzou a officiellement lancé la distribution des animaux d'élevage destinés au renouvellement du cheptel perdu, a indiqué le directeur des services agricoles par intérim, Nadir Boussa. La distribution des bovins a débuté hier soir (mercredi) au niveau de l'Unité locale de développement de l'arboriculture (SODEAR), dans la commune de Draâ Ben Khedda, en présence du chef de daïra de Draâ Ben Khedda et du directeur par intérim des Services agricoles. La distribution des ovins s'est poursuivie aujourd'hui sur le même site, au profit des citoyens recensés par les commissions locales et dont les biens et le cheptel ont été détruits par les incendies. Les dégâts recensés dans le secteur de l'agriculture à Tizi-Ouzou concernent quelque 2.500 agriculteurs et portent notamment sur 128.000 arbres fruitiers, dont 100.000 oliviers, ainsi que des infrastructures agricoles, à savoir, 28 poulaillers, 27 étables, 27 hangars de stockage de matériel et de fourrage. Les pertes en bétail s'élèvent à 54 bovins, 262 ovins, 167 caprins et 2.500 ruches, selon la DSA. L'opération de remise des aides financières et en nature aux sinistrés, en guise d'indemnisation des biens et du cheptel perdus durant les incendies, se poursuivra jusqu'à la prise en charge de l'ensemble des sinistrés recensés, précisent les services de la wilaya dans un communiqué publié jeudi.

R E.

MOSTAGANEM

Distribution de 50 logements publics locatifs dans la commune de Bouguirat

Cinquante logements publics locatifs ont été distribués dans la commune de Bouguirat, dans la wilaya de Mostaganem, a indiqué, vendredi, la cellule d'information et de communication au cabinet du wali dans un communiqué.

L'opération de distribution, supervisée par les services de l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI) de la wilaya de Mostaganem, en coordination avec les services de la daïra de Bouguirat, s'est déroulée jeudi au niveau de cette nouvelle cité résidentielle, a-t-on souligné de même source. Les familles bénéficiaires ont exprimé leur joie après la réception de leurs nouveaux logements, qui devraient contribuer à l'amélioration de leurs conditions de vie et au renforcement de leur stabilité sociale, notamment à l'approche de la nouvelle rentrée scolaire, a-t-on ajouté. Dans le même contexte, les mêmes services ont procédé, au cours de cette semaine, au tirage au sort destiné à déterminer l'emplacement des logements au profit

des bénéficiaires du programme de logements publics locatifs dans les communes de Sidi Ali et de Tazgait. Cette procédure, qui précède la remise des clés, concerne deux quotas de 110 et 30 logements publics locatifs dans la commune de Sidi Ali, ainsi qu'un quota de 20 logements au profit des habitants de la commune de Tazgait, a expliqué la même source. Après la distribution du quota de Bouguirat, il est attendu, dans les prochains jours, la distribution des quotas des communes de Fornaka et d'Oued El Kheir, estimés à 30 logements publics locatifs pour chaque commune, après le tirage au sort les concernant, effectué à la fin du mois d'août dernier et au début du mois de septembre en cours. Ces quotas s'ajoutent à plus de 5 800 logements, tous types confondus, distri-

bués au mois de juillet dernier dans le cadre des célébrations du 64e anniversaire de la fête de l'Indépendance et du recouvrement de la souveraineté nationale. L'opération avait alors concernée la distribution de 970 logements publics locatifs, 756 logements promotionnels aidés, 149 logements promotionnels libres, ainsi que 3 989 décisions d'octroi d'aide financière destinée à l'habitat rural. Auparavant, les services de la wilaya de Mostaganem avaient annoncé la programmation de la distribution d'environ 1.000 logements, tous types confondus, à travers différentes communes, dans le cadre des célébrations du 72e anniversaire du déclenchement de la glorieuse Révolution de Novembre, a-t-on rappelé.

APS

DJELFA

Lancement de projets d'aménagement à l'entrée nord de la ville

Plusieurs projets d'aménagement et d'amélioration urbaine ont été lancés jeudi au niveau de l'entrée nord du chef lieu de la wilaya Djelfa, et ce, dans le cadre des efforts visant à répondre aux priorités du développement local. A cette occasion, le wali de Djelfa, Djahid Mous, a assisté à la présentation détaillée des trois projets prévus pour l'aménagement de cette entrée-nord de la ville de Djelfa. Les travaux porteront notamment sur la modernisation du carrefour, la réalisation d'une

grande fontaine, ainsi que l'aménagement des échangeurs routiers et de leurs abords, afin d'améliorer l'aspect général du site. Selon leurs fiches techniques, ces projets ont été affectés d'une enveloppe globale de plus de 115 millions de DA et devront être réalisés dans un délai maximal de deux mois, compte tenu de leur importance et de leur emplacement stratégique à proximité de la RN1. Lors de sa visite du chantier, le wali a insisté auprès des entreprises chargées des travaux sur

l'impératif de respecter les délais contractuels, tout en veillant à la qualité des travaux et au renforcement de la coordination entre les différents secteurs concernés. Le wali s'est également rendu sur plusieurs sites concernés par les opérations d'amélioration urbaine, notamment les places "El-Qods" et "Mohamed-Boudiaf". Il a précisé que l'enveloppe consacrée aux opérations d'aménagement prévues dans le cadre du programme complémentaire de développement pour la commune de Djelfa dé-

passe 2,35 milliards de DA. Cette dynamique de développement se traduit également par l'ouverture de plusieurs chantiers dans différents quartiers de la ville, notamment à l'entrée sud de Djelfa, a ajouté le responsable. Le projet d'amélioration urbaine qui y est réalisé avance à un rythme jugé "appréciable", les principaux axes routiers ont déjà été bitumés et les trottoirs installés. Les travaux restants devraient être achevés prochainement.

APS

BLIDA

Plus de 7.400 places pédagogiques pour la prochaine rentrée professionnelle

Le secteur de la Formation et de l'Enseignement professionnels de la wilaya de Blida assurera une offre de 7.404 places pédagogiques, réparties entre différents modes et spécialités de formation, en prévision de la prochaine rentrée de la formation professionnelle, prévue le 4 octobre prochain, a-t-on appris jeudi de la direction du secteur. Selon le directeur de la formation et de l'enseignement professionnels, Sadek Saadna, ce nombre de places pédagogiques se répartit à

raison de 2.815 places réservées au mode de formation par apprentissage, 1.660 à la formation résidentielle et 303 à l'enseignement professionnel. L'offre comprend également 145 places dans le cadre de la formation-passe-relles, 610 places pour les cours du soir, 205 places destinées aux détenus des établissements pénitentiaires et 150 places dans le cadre du dispositif de l'allocation chômage. D'autres formations sont par ailleurs prévues au profit de différentes catégories, notamment

les femmes au foyer et les habitants des zones rurales. Afin d'adapter les formations aux besoins du marché du travail et aux exigences de l'activité économique locale, de nouvelles spécialités seront ouvertes lors de cette prochaine session, notamment en mécanique de réparation des véhicules industriels, électrotechnique numérique, télécommunications, réparation des climatiseurs automobiles, contrôle du soudage, agent de laboratoire des sols et installation de conduites d'irrigation.

Ces nouvelles spécialités s'ajouteront aux 239 spécialités inscrites dans la carte de la formation professionnelle de la wilaya. Celle-ci a été approuvée par le wali en juillet dernier, après avoir été davantage adaptée aux spécificités de Blida, notamment son caractère agricole, industriel et touristique, tout en accordant une attention particulière aux nouveaux métiers fondés sur les connaissances, selon la même source.

APS

OUARGLA

Remise de nouveaux titres de concession pour booster l'investissement et valoriser le foncier industriel

L'opération de délivrance des titres de concession se poursuit dans la wilaya d'Ouargla au profit de nombreux investisseurs et porteurs de projets dans différents secteurs d'activités, et ce, dans le cadre de l'accompagnement de l'investissement et l'offre d'assiettes foncières adaptées, a-t-on appris jeudi auprès du guichet unique décentralisé de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI). Dans ce contexte, le directeur du guichet unique décentralisé de l'AAPI d'Ouargla, Mouad Mohamed El-Moncef, a indiqué que les projets ayant bénéficié de décisions et d'actes de concession incluent un projet de production de pompes destinées à différents usages, ainsi qu'un projet dédié à la fabrication de cabines sahariennes. Ces

projets attendus devront fournir des produits destinés au secteur pétrolier en plus de répondre aux besoins du secteur agricole. L'opération comprend également le projet d'un abattoir industriel spécialisé dans l'abattage et la découpe de viandes et produits de boucherie, au niveau de la zone d'activités de Hassi-Benabdallah, de nature à renforcer l'activité économique et fournir des produits et services répondant aux besoins du marché local. L'attribution des titres de concession au profit des investisseurs se poursuit, reflétant les efforts consentis pour accélérer la concrétisation des projets d'investissement et exploiter le foncier disponible, en l'orientant vers les activités productives au

service du développement économique de la wilaya. Au titre de la mobilisation du foncier destiné à l'investissement agricole, le guichet unique décentralisé œuvre à la mise d'assiettes foncières à disposition des investisseurs désireux de réaliser des projets dans le secteur des services, notamment dans la zone d'activités logistiques de la nouvelle ville de Hassi-Messaoud ainsi que la zone d'activités de Hassi-Benabdallah. A cet égard, une commission de wilaya chargée du recensement et de l'assainissement du foncier industriel a été installée dans le but de renforcer la coordination entre les différents intervenants, actualiser les données relatives aux disponibilités foncières et permettre l'identification des assiettes aptes à l'orientation vers

de nouveaux projets d'investissement. Les services de la wilaya, en coordination avec les instances concernées, ont entamé, pour leur part, l'opération d'assainissement du foncier économique, à travers le traitement de la situation des assiettes foncières non exploitées ou celles non affectées, et ce, pour atteindre les objectifs fixés en matière de valorisation et de réorientation vers des projets d'investissement productif. Ces dispositions rentrent dans le cadre des initiatives d'amélioration du climat des affaires dans la wilaya d'Ouargla, afin d'attirer de nouveaux investissements et contribuer à la diversification du tissu économique et la création de richesses et d'emplois.

APS

L'Arabie Saoudite, la Turquie et le Pakistan ont-ils créé leur propre OTAN ?

Le 7 août, Riyad, Ankara et Islamabad ont scellé, dans la ville la plus sainte de l'islam, un pacte de défense mutuelle. Derrière la rhétorique martiale de l'« OTAN islamique » se joue une redistribution plus profonde : celle d'un ordre moyen-oriental fondé, depuis trois quarts de siècle, sur l'illusion que la puissance américaine garantissait la stabilité, quand elle a surtout produit autoritarisme, dépendance budgétaire et guerre.

1^{ère} partie

Par Annuelle Sheline

Reste à savoir si ce Moyen-Orient sans tuteur saura éviter que le déclin d'un empire ne s'accompagne de l'émergence d'un autre, sous une forme régionale.

Le 7 août, le Pakistan, l'Arabie saoudite et la Turquie ont annoncé un pacte de défense mutuelle baptisé accord de défense conjointe de La Mecque. Le ministre turc des Affaires étrangères, Hakan Fidan, l'a comparé à l'OTAN, en citant spécifiquement la clause de défense collective de l'article 5. Le président Donald Trump a salué ce pacte comme « un premier pas grand, audacieux et important » vers une région du Moyen-Orient enfin capable de « se défendre elle-même ». Sur ce point précis, il n'a pas tort. Ce qu'il s'est bien gardé de préciser, c'est que ce basculement traduit une prise de conscience croissante : les États-Unis et Israël comptent parmi les principaux facteurs d'instabilité au Moyen-Orient.

Les dirigeants de la région pouvaient jusqu'ici s'en accommoder, persuadés que le parapluie sécuritaire américain les mettrait à l'abri des répercussions du militarisme de Washington. Mais l'attaque israélienne contre le Qatar l'an dernier, puis les destructions engendrées par la guerre en cours contre l'Iran, ont fini par crever cette illusion. L'accord de La Mecque traduit la manière dont les dirigeants régionaux répondent à cette réalité désormais manifeste et composent avec un Moyen-Orient post-américain. Le pacte vise sans ambiguïté à rétablir une dissuasion face à l'Iran, mais aussi, tout autant, à en constituer une face à Israël. Du point de vue turc, Israël représente même l'agresseur le plus probable – de Benjamin Netanyahu à Naftali Bennett, plusieurs responsables israéliens ont d'ailleurs décrit la Turquie comme une menace comparable à l'Iran. Ce pacte constitue donc une réponse pragmatique à un ordre régional qui se délite. La fin de l'hégémonie américaine au Moyen-Orient signe aussi la fin d'une série de fictions qu'elle avait permis d'entretenir : que les monarchies du Golfe pouvaient dépenser sans compter dans des projets pharaoniques ; que l'occupation israélienne de la Palestine pouvait rester indéfiniment sous le tapis ; que l'aventurisme militaire israélien pouvait se poursuivre sans contrepartie. La question qui se pose désormais aux dirigeants de la région est celle de ce qui advient lorsque tous ces mythes s'effondrent en même temps.



Le mirage de la sécurité américaine

Pendant des années, tandis que Washington menait ses guerres en Afghanistan et en Irak et tentait d'étouffer l'Iran et la Syrie sous les sanctions, les monarchies du Golfe avaient choisi de fermer les yeux sur la belligérance américaine, se sentant protégées de ses conséquences. Leur richesse semblait mettre les membres du Conseil de coopération du Golfe (CCG) à l'abri du chaos régional, d'autant qu'ils achetaient en quantités considérables du matériel militaire américain de prestige – la manifestation la plus tangible de la garantie de sécurité offerte par Washington.

C'est sous cette illusion de stabilité que le prince héritier Mohammed ben Salmane (MBS) avait échafaudé ses projets grandioses : Neom, The Line, et les autres mégaprojets de la Vision 2030 saoudienne. Aujourd'hui, alors même que s'effrite la sécurité parrainée par Washington, MBS a dû reconnaître que l'ampleur de sa vision dépassait les capacités budgétaires du royaume. Une enquête du Wall Street Journal a révélé que le chantier de ces mégaprojets est en grande partie à l'arrêt, tandis que l'État saoudien débourse 16 milliards de dollars rien que pour résilier les contrats de construction déjà signés. Des observateurs extérieurs peuvent bien spéculer sur l'avenir politique du prince héritier, dont l'image tout entière reposait sur la promesse de transformer le royaume d'ici 2030. Sous son règne, le pays a pourtant connu de profondes mutations sociétales. L'État a modifié les termes du contrat social : auparavant, les hommes saoudiens percevaient des salaires publics suffi-

samment généreux pour subvenir aux besoins de leurs parentes féminines, juridiquement considérées comme mineures. Depuis une décennie, l'État encourage les femmes à investir la vie publique – leur taux d'emploi est passé d'environ 17 % en 2016 à 31 % en 2026 – tout en cherchant à développer l'emploi privé pour l'ensemble des Saoudiens, plutôt que de perpétuer leur dépendance à la manne étatique. Cette transformation a eu, sur la population, un effet sans doute plus profond qu'une cité futuriste étincelante – même si les Saoudiens sont fondés à s'interroger sur les milliards engloutis dans des projets pharaoniques aujourd'hui abandonnés dans le désert. Débarrassés de l'illusion d'une protection américaine, les dirigeants saoudiens s'orienteront-ils désormais vers une gestion plus responsable des ressources du royaume ?

Ils pourraient bien y être contraints : l'économie saoudienne peine, le détroit d'Ormuz demeurant largement fermé et les Ansar Allah menaçant les pétroliers saoudiens qui tentent de franchir le détroit de Bab-el-Mandeb en direction de l'Asie. Les navires saoudiens peuvent emprunter le canal de Suez vers le nord ou contourner l'Afrique par un trajet bien plus long, ce qui peut renchérir chaque traversée de 500 000 à 2,5 millions de dollars. Au deuxième trimestre 2026, le PIB saoudien a connu sa plus forte chute depuis le deuxième trimestre 2020, au plus fort de la pandémie de Covid-19. L'économie saoudienne a toujours connu des cycles d'expansion et de récession liés à sa dépendance aux marchés des hydrocarbures ; la Vision 2030 était censée atténuer ces à-coups. Or, bien que plus

de la moitié du PIB saoudien provienne désormais de secteurs non pétroliers, le tourisme et les loisirs se révèlent tout aussi vulnérables aux missiles iraniens que les exportations de brut.

Une OTAN islamique ?

Les contraintes budgétaires saoudiennes soulèvent une autre question : que Riyad apporte-t-elle réellement à cet accord, si ce n'est plus sa fortune illimitée ? L'Arabie saoudite semble vouloir jouer de son influence religieuse, en baptisant le pacte « accord de La Mecque » et en le signant dans la ville la plus sainte de l'islam, au palais Al-Safa surplombant la Kaaba. Certains commentateurs l'ont déjà surnommé « l'OTAN islamique ». La Turquie et le Pakistan, eux, apportent des atouts plus tangibles. La Turquie offre à la fois son statut de membre de l'OTAN et sa propre puissance militaire, non négligeable : elle occupe le onzième rang mondial des exportateurs d'armement, tandis que le Pakistan comme l'Arabie saoudite importent chaque année d'importantes quantités de matériel de défense. Le Pakistan, en théorie, apporte une dissuasion nucléaire, bien que le texte de l'accord n'établisse aucun parapluie nucléaire explicite. Alors que des projectiles yéménites continuent de frapper des pétroliers saoudiens en mer Rouge sans que ni Ankara ni Islamabad ne réagissent visiblement, la manière dont l'engagement de défense mutuelle se traduira concrètement reste incertaine.

(A suivre)

SELON LE MINISTRE DES FINANCES
L’Egypte souhaite consolider le rôle de la Nouvelle Banque de Développement des BRICS pour des financements durables

La NBD est une banque internationale créée en 2015 par les pays membres des BRICS, c'est une alternative de poids à la Banque mondiale, pour financer les infrastructures et le développement durable des pays du Sud. Le ministre des Finances, Ahmed Kouchouk, a plaidé pour un rôle accru de la Nouvelle Banque de Développement (NBD) afin de fournir des solutions de financement à faible coût et d'élargir le recours aux monnaies locales, lors de la réunion des ministres des Finances et des gouverneurs des banques centrales des BRICS en Inde, selon un communiqué publié jeudi 10 septembre. Cette réunion se tient alors que l'Inde accueille ce week-end les principaux dirigeants du bloc, dans un contexte de turbulences géopolitiques mondiales allant du conflit au Moyen-Orient à la guerre en Ukraine. Fondé en 2009 pour regrouper les grandes économies émergentes hors des institutions dominées par les Occidentaux, le groupe des BRICS s'est doté en 2015 de la NBD — alternative de poids à la Banque mondiale — pour financer les infrastructures et le développement durable des pays du Sud. L’Egypte a officiellement rejoint les BRICS en janvier 2024, et avait également adhéré à la Nouvelle Banque de Développement (NDB) un peu plus tôt, fin 2022. Les règles de la banque permettent l'adhésion de n'importe quel État membre des Nations unies, et pas seulement des membres des BRICS.

Un front commun face aux défis géopolitiques

Kouchouk a souligné que l'Egypte œuvre à approfondir la coopération économique et financière au sein des BRICS pour stimuler l'innovation, le développement et l'emploi au profit des pays en développement. Il a mis en garde contre l'impact des « fluctuations géopolitiques », qui alourdissent les charges de financement, réduisent les opportunités de développement et asphyxient l'activité économique des nations émergentes. Le ministre a également insisté sur « la nécessité de donner la priorité au soutien de ces économies », appelant à un travail collectif pour façonner un climat économique mondial plus inclusif et propice aux investissements mutuels.

Renforcer l'intégration financière et douanière

Par ailleurs, le ministre a mis en avant « l'importance du renforcement de la coopération douanière à travers les programmes d'opérateurs économiques agréés et le développement des capacités pour stimuler les échanges commerciaux », selon le communiqué. Il a rappelé que les garanties multilatérales des BRICS constituent un levier puissant pour encourager l'investissement privé, réduire les coûts d'emprunt et consolider l'architecture financière. Kouchouk a enfin évoqué l'intégration de l'intelligence artificielle et des technologies de pointe au service d'une croissance verte et durable, tout en saluant l'importance du partage d'expertises pour accroître la participation du secteur privé dans les projets de développement.

Agence

GUERRE EN IRAN

Oman cherche une issue pour Ormuz, l’essence flambe aux États-Unis

Au 196e jour de la guerre entre les États-Unis et l’Iran, et 87 jours après la signature du mémorandum d’entente entre Washington et Téhéran, aucune sortie de crise ne se dessine. Donald Trump écarte la perspective d’une percée diplomatique rapide, tandis qu’une réunion régionale doit se tenir lundi à Oman pour tenter de sécuriser la navigation dans le détroit d’Ormuz.

Sur les marchés, le Brent a terminé la semaine à 104,61 dollars et les effets du conflit atteignent désormais directement les automobilistes américains : l'essence avoisine 4,30 dollars le gallon et le diesel vient de franchir un record historique au-dessus de 6 dollars. La diplomatie reprend pourtant une place centrale autour du détroit d'Ormuz. Téhéran a annoncé pour lundi une réunion à Oman avec l'Irak et les autres États riverains du Golfe afin d'examiner les résultats des discussions irano-omanaises consacrées à l'établissement de voies de navigation sécurisées pour les navires commerciaux. Selon le Financial Times, la rencontre devrait se tenir à Salalah, dans le sultanat d'Oman, entre le ministre iranien des Affaires étrangères et ses homologues des pays du Golfe. L'objectif serait d'obtenir un accord régional autour d'un mécanisme temporaire permettant d'améliorer la circulation commerciale dans le détroit. Reuters souligne toutefois qu'il n'avait pas pu vérifier indépendamment, vendredi matin, l'ensemble des modalités de la réunion.

Ormuz : une tentative de compromis très limitée

Le projet discuté par l'Iran et Oman consisterait notamment à définir des passages sécurisés utilisant les eaux iraniennes et omanaises. Mais la difficulté reste politique autant que maritime. Téhéran maintient que le détroit ne pourra retrouver un fonctionnement normal tant que les États-Unis poursuivront leur blocus des ports iraniens et

leurs opérations militaires. De son côté, Washington refuse que l'Iran puisse imposer un contrôle unilatéral sur une voie maritime internationale essentielle au commerce mondial. Vendredi, le porte-parole du ministère iranien des Affaires étrangères, Esmaïl Baghaei, a affirmé que son pays demeurerait « engagé à assurer la sécurité de la navigation dans le détroit », tout en présentant le blocus économique et maritime américain comme un acte hostile. Le contraste avec le terrain reste considérable. Jeudi, seuls sept navires ont traversé Ormuz, contre une moyenne de 15 au cours des dix jours précédents et environ 125 grands navires commerciaux par jour avant le début de la guerre. Ces statistiques n'intègrent toutefois pas les bâtiments naviguant avec leur système de localisation AIS désactivé.

Les États-Unis organisent désormais des créneaux de passage

Washington a lui-même adapté son dispositif militaire à cette situation. Selon le Financial Times, les États-Unis demandent désormais aux pétroliers souhaitant bénéficier au mieux de la protection militaire américaine d'emprunter Ormuz pendant des créneaux horaires déterminés. Depuis mai, les navires pouvaient demander au centre américain de coordination maritime les coordonnées d'un itinéraire passant près du littoral omanais, principalement pendant une large plage horaire nocturne. Début septembre, ce dispositif aurait été res-

serré autour de deux créneaux par jour, avec des heures de départ précises, par exemple autour de 9 heures. Le passage à ces heures n'est pas obligatoire, mais il est recommandé pour bénéficier de la meilleure couverture défensive disponible. L'objectif est simple : plutôt que de disperser pendant douze heures avions, moyens de surveillance et systèmes de défense aérienne, les forces américaines peuvent concentrer leurs capacités autour d'un nombre limité de convois. Plus de 70 navires commerciaux ont néanmoins été attaqués depuis le début du conflit le 28 février, selon le Financial Times.

99 navires détournés par le blocus américain

Le blocus imposé par Washington aux ports iraniens constitue l'autre face de cette bataille maritime. Le CENTCOM a indiqué vendredi que les forces américaines avaient redirigé 99 navires commerciaux depuis la reprise du blocus le 14 juillet, afin de les empêcher d'entrer ou de sortir des ports iraniens. Il faut distinguer ce chiffre de la première phase du blocus, appliquée du 13 avril au 18 juin. Durant cette période, le CENTCOM affirme avoir détourné plus de 140 navires, neutralisé neuf bâtiments refusant d'obtempérer et autorisé le passage de plus de 50 navires transportant de l'aide humanitaire. Téhéran présente les mesures qu'il prend dans le détroit comme une réponse défensive à ce blocus.

Synthèse R I/Agence

ARABIE SAOUDITE

Interruption de l’oléoduc Est-Ouest après des attaques de drones lancés depuis l’Irak

L'Arabie saoudite a temporairement suspendu l'oléoduc Est-Ouest après que celui-ci a été visé par plusieurs attaques de drones dans les régions de Riyad et de Médine, a annoncé vendredi le ministère de l'Énergie. Plusieurs personnes ont été blessées lors des attaques, survenues jeudi matin, et ont reçu des soins médicaux, a indiqué le ministère dans un communiqué. Des équipes d'urgence et des équipes techniques spécialisées ont été immédiatement déployées après les attaques afin de sécuriser l'oléoduc et d'évaluer son état, en coordination avec les autorités compétentes, a ajouté le ministère. L'arrêt a été décidé par mesure de précaution. Toute nouvelle évolution sera annoncée en temps utile, selon le communiqué. Le ministère saoudien des Affaires étrangères a indiqué que le pipeline avait été attaqué par des drones lancés depuis l'Irak, mais a précisé que le Royaume ne riposterait pas à ce stade, à la suite d'une demande du Premier mi-

nistre irakien Ali Al-Zaidi.

Le Royaume va « donner au gouvernement irakien frère l'occasion de prendre les mesures nécessaires pour empêcher les attaques lancées depuis le territoire irakien contre le Royaume et les pays voisins », a déclaré le ministère, assurant qu'il soutiendrait les efforts de l'Irak.

Il a toutefois précisé que le Royaume se réservait le droit de prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger sa souveraineté, sa sécurité, ses infrastructures, ses citoyens et ses résidents. En réponse, l'Irak a déclaré apprécier la décision de l'Arabie saoudite de s'abstenir de toute riposte, tandis que le Premier ministre a ordonné une enquête urgente sur la milice à l'origine des attaques et les parties qui la soutiennent. Bagdad a condamné toute attaque menaçant la sécurité et la stabilité de l'Arabie saoudite et réaffirmé que son territoire et son espace aérien ne seraient pas utilisés comme plateforme de lancement d'attaques contre quelque pays que ce soit. « L'État ne tolérera aucune activité sus-

ceptible d'exposer l'Irak ou ses relations avec les pays frères et amis à un danger », a déclaré un porte-parole officiel, précisant que le gouvernement travaillerait avec ses alliés afin d'empêcher que de telles attaques ne se reproduisent. « Le gouvernement irakien apprécie la position du Royaume et sa réponse aux efforts de l'Irak pour contenir la situation. » Les Houthis, soutenus par l'Iran, avaient ciblé plus tôt cette semaine des infrastructures civiles et énergétiques en Arabie saoudite, notamment à Abha, Khamis Mushait, Jazan et Najran. Les attaques ont provoqué plusieurs incendies dans des installations pétrolières de la région sud, entraînant un arrêt temporaire de certaines opérations, a indiqué le ministère de l'Énergie. La Coalition pour soutenir la légitimité au Yémen a condamné les attaques contre l'Arabie saoudite, qui ont fait 73 blessés parmi les civils, dont des femmes et des enfants, et a promis de prendre des mesures pour neutraliser la menace.

R I.

NIGERIA

Le régulateur menace de retirer les sites de gaz torché aux investisseurs inactifs

La Nigeria cherche à transformer une ressource longtemps gaspillée en levier de production, alors que le torchage continue de représenter un manque à gagner économique et un enjeu environnemental majeur.

Au Nigeria, les investisseurs ayant obtenu l'attribution de sites pour valoriser le gaz torché devront désormais démontrer l'avancement de leurs projets. Le Régulateur de l'amont pétrolier (NUPRC) évaluera, un an après chaque attribution, les progrès réalisés et pourra prendre des mesures réglementaires, jusqu'à la révocation de l'attribution en cas d'avancées insuffisantes. La mesure, annoncée le 8 septembre, vise à éviter que les projets attribués dans le cadre du Nigerian Gas Flare Commercialisation Programme (NGFCP) restent sans suite. La directrice générale du NUPRC, Oritsemeyiwa Eyesan (photo, à gauche), a annoncé ce dispositif lors d'une rencontre avec le ministre d'État chargé des Ressources pétrolières (Gaz), Ekperikpe Ekpo (photo, à droite). Un an après chaque attribution, la Commission vérifiera si des avancées « considérables » ont été réalisées. Dans le cas contraire, elle pourra engager des mesures réglementaires, pouvant aller jusqu'au retrait de l'attribution lorsque cela sera nécessaire. Le contrôle intervient alors que le NGFCP est désormais entré dans sa phase de mise en

œuvre. Sur les 43 sites de torchage initialement identifiés dans le cadre du programme, 27 ont jusqu'ici été attribués à des investisseurs, tandis que leur mise en œuvre est en cours. Lancé en 2016, le dispositif permet à des tiers de récupérer et de commercialiser le gaz qui aurait autrement été brûlé sur les sites de production pétrolière.

Faire du gaz torché une ressource économique

Pour Abuja, la priorité est désormais de faire entrer ce gaz dans le circuit productif. Sa commercialisation doit permettre de fournir des produits et services, de soutenir la production d'électricité et de favoriser l'industrialisation. Ekperikpe Ekpo a ainsi appelé à une mise en œuvre plus « délibérée et agressive » du programme afin d'atteindre l'objectif national d'élimination du torchage de routine d'ici 2030. Le potentiel disponible donne une dimension particulière à cette politique. Le Nigeria dispose de plus de 215 Tcf de réserves prouvées de gaz naturel, selon les données du NUPRC.

Pourtant, le phénomène reste important. En 2025, 323 milliards de pieds cubes standard de gaz ont été brûlés au Nigeria, représentant une valeur estimée à 1,1 milliard de dollars, selon la National Oil Spill Detection and Remediation Agency (NOSDRA). Le torchage affecte également les communautés des zones productrices de pétrole, confrontées à ses conséquences environnementales et à ses effets sur les moyens de subsistance.

Un dispositif encore confronté à des incitations contradictoires

La lutte contre ces émissions s'appuie aussi sur de meilleurs moyens de mesure. En juin, le producteur public NNPC et TotalEnergies ont prolongé de 24 mois leur accord consacré à la détection du méthane. Le partenariat prévoit notamment le déploiement sur des actifs supplémentaires de l'AUSEA, un système installé sur drone qui mesure les émissions de méthane et de carbone, identifie des sources non comptabilisées et évalue l'efficacité de la combustion des torchères.

R. I.

TOGO

Les recettes fiscales atteignent 507 milliards FCFA à fin juin 2026 en hausse de 14,3%

Au Togo, les recettes fiscales mobilisées par l'Office togolais des recettes (OTR) ont atteint 507,82 milliards FCFA à fin juin 2026, contre 444,11 milliards FCFA un an plus tôt. Selon les données de la Direction générale du Trésor et de la Comptabilité publique consultées par Togo First, cette performance traduit une progression de 14,3% en glissement annuel. Les recettes collectées sur les six premiers mois de l'année représen-

tent ainsi 46,3% des prévisions budgétaires annuelles, soit 1096,11 milliards FCFA. Elles constituent, avec les autres ressources publiques, un important soutien à l'exécution du budget de l'État au premier semestre. Dans le détail, le Commissariat des impôts (CI) a mobilisé 279,07 milliards FCFA, soit 45,3% de son objectif annuel. Les recouvrements de cette régie ont progressé de 14,6% sur un an. De son côté, le Commissariat des

douanes et droits indirects (CDDI) a enregistré 228,74 milliards FCFA de recettes au cours de la période. Ce montant correspond à 47,7% de sa prévision annuelle et affiche une hausse de 14% par rapport à fin juin 2025.

Une pression fiscale encore en dessous de la cible

Malgré cette progression des recettes, la pression fiscale demeure

relativement modérée. Elle s'établit à 6,8% du PIB à fin juin 2026, alors que le gouvernement vise un taux de 14,6% sur l'ensemble de l'année. La performance du second semestre sera donc déterminante pour permettre aux régies financières de poursuivre la mobilisation des ressources et de se rapprocher de l'objectif annuel, dans un contexte où l'État cherche à renforcer ses capacités de financement domestique.

Agence

FRAUDE MINIÈRE

Nouvelles occupations signalées à Metalkol, missions conjointes annoncées

Face à la persistance de la fraude minière et aux signalements de présence illégale d'hommes en uniforme sur certains sites, le gouvernement prépare de nouvelles missions conjointes dans les provinces minières. Réunie le 9 septembre 2026 sous la présidence du vice-Premier ministre de l'Intérieur, Jacquemain Shabani, la Commission nationale de lutte contre la fraude minière (CNLFM) a retenu plusieurs mesures destinées à renforcer l'application des instructions présidentielles sur la démilitarisation des sites miniers. Selon le ministère de l'Intérieur, une prochaine réunion doit regrouper les ministres sectoriels concernés. La Commission est également chargée de préparer une mission conjointe dans les principales provinces minières. Le ministre d'État chargé de la Justice et le ministre des Mines ont participé à la réunion par visioconférence, tandis que la Défense nationale était représentée. Cette initiative fait suite aux instructions données le 10 juillet par le président Félix Tshisekedi, qui avait demandé le retrait des hommes en uniforme présents illégalement sur les sites miniers ainsi que le démantèle-

ment des réseaux impliqués dans la fraude et l'exploitation illégale. Quelques jours plus tard, le retrait de militaires présents sur le site de Kisankala, dans le territoire de Lubudi au Lualaba, avait été engagé sous la supervision du commandant de la 22e région militaire, le général Eddy Kapend Yrung.

Metalkol au cœur de nouveaux signalements

Malgré ces mesures, de nouveaux signalements concernent le périmètre de Metalkol, filiale d'Eurasian Resources Group (ERG) active près de Kolwezi dans la récupération de cuivre et de cobalt à partir de résidus miniers. ERG affirme qu'une partie du site est de nouveau occupée depuis le 21 août par des hommes armés en uniforme et des groupes de mineurs opérant sans autorisation. Selon le groupe, cette présence empêcherait ses équipes d'accéder à la zone concernée et des opérations non autorisées d'extraction et d'évacuation des résidus s'y poursuivraient. La situation s'inscrit dans une série de tensions déjà signalées sur ce périmètre. Selon Justicia Asbl et plusieurs médias, une partie de la concession avait déjà été occupée à par-

tir de février 2026. Une mission conjointe associant notamment la Maison militaire du chef de l'État et l'Inspection générale des FARDC aurait permis de restituer la zone à Metalkol en mai. Plus de 131 engins lourds, dont 77 camions, auraient alors été saisis et placés sous scellés. Justicia Asbl a ensuite fait état d'une nouvelle intervention visant à récupérer une partie de ces équipements. Ces éléments reposent toutefois sur des déclarations de l'organisation et des sources médiatiques et ne constituent pas des conclusions judiciaires définitives. Les tensions se seraient encore accrues le 21 août avec l'enlèvement de neuf personnes travaillant pour un sous-traitant au village Saddam. Selon Afrikarabia, elles auraient été emmenées par des hommes en uniforme présentés comme appartenant aux FARDC avant d'être libérées le 23 août. ERG estime par ailleurs qu'environ 700 tonnes de résidus miniers seraient extraites et évacuées chaque jour de la zone concernée. Le groupe affirme que ces matériaux seraient acheminés vers des unités de traitement situées à proximité.

Agence

SÉCURITÉ AÉRIENNE

Le Niger veut mettre son cadre réglementaire à niveau

Alors que le trafic aérien africain devrait fortement progresser dans les prochaines années, les Etats sont confrontés à la nécessité de renforcer leurs dispositifs de contrôle pour accompagner cette croissance sans accroître les risques opérationnels. Le Niger prévoit de renforcer la sécurité et la sûreté de son transport aérien en mettant à niveau un cadre réglementaire jugé insuffisant face aux évolutions du secteur et aux exigences internationales. Le gouvernement a décidé, le jeudi 10 septembre, de réviser le Code de l'aviation civile adopté en 2010 à la suite des insuffisances relevées lors d'audits réalisés par l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) et l'UEMOA.

Depuis l'adoption du texte, le Niger a ratifié plusieurs conventions internationales dans le domaine de l'aviation civile et de nouvelles normes ont été introduites dans les annexes à la Convention de Chicago. Le gouvernement estime ainsi nécessaire d'adapter la réglementation nationale à ces évolutions. La réforme prévoit également une refonte du cadre juridique de l'Agence nationale de l'aviation civile (ANAC-Niger). Elle doit notamment permettre de revoir sa gouvernance, de clarifier ses missions et de renforcer le système national de supervision de la sécurité et de la sûreté. Le projet prévoit la création d'un conseil d'orientation et de contrôle et d'une direction générale, ainsi que la détermination du niveau d'adoption des règlements techniques de l'aviation civile.

Un enjeu à l'échelle de l'Afrique

Cette mise à niveau survient dans un contexte où la sécurité demeure un enjeu majeur pour l'aviation subsaharienne. Selon l'IATA, la région a enregistré sept accidents en 2025, contre un taux d'accidents de 7,86 par million de vols, en baisse par rapport à 12,13 en 2024. Bien que le taux d'accidents soit en amélioration et inférieur à la moyenne quinquennale de 9,37, l'Afrique subsaharienne reste la région avec le niveau de sécurité de la navigation aérienne le moins élevé au monde. Au-delà de la réglementation, la sécurité aérienne reste liée à plusieurs facteurs, dont l'état des infrastructures, la formation des personnels, la capacité de supervision des Etats et l'âge des flottes. L'enjeu est appelé à prendre de l'ampleur avec la croissance attendue du marché. Les prévisions officielles tablent sur un doublement du trafic aérien africain d'ici 2043. Pour les Etats, l'amélioration des normes et des mécanismes de contrôle devra donc accompagner l'augmentation des opérations afin de limiter les risques liés à cette expansion.

R. I.

POINT-MARCHÉS

L'Europe finit dans le vert, le marché se tourne vers la Fed

Les Bourses européennes ont terminé en hausse vendredi, aidées par le recul des prix du pétrole, tout en enregistrant des pertes hebdomadaires en raison des craintes inflationnistes, qui pourraient conduire la Réserve fédérale (Fed) à resserrer sa politique monétaire la semaine prochaine.

À Paris, le CAC 40 .FCHI a gagné 0,78% à 8.179,77 points. À Francfort, le Dax GDAXI a pris 0,77% et à Londres, le FTSE 100 .FTSE a avance de 0,39%. L'indice EuroStoxx 50 .STOXX50E a terminé sur un gain de 0,85%, le FTSEurofirst 300 .FTEU3 de 0,53% et le Stoxx 600 .STOXX de 0,48%. Sur la semaine, le Stoxx 600 a en revanche abandonné 1,67% et le CAC 40 1,20%. La vague de ventes a marqué une pause vendredi, les cours du pétrole reculant légèrement après avoir atteint leur plus haut niveau en quatre mois, à près de 110 dollars le baril, ce qui a freiné à son tour la hausse des rendements obligataires et donné un peu d'élan aux actions. L'inflation provoquée par la guerre au Moyen-Orient restera toutefois le sujet principal sur les marchés, à la lumière des dernières données économiques et des anticipations du marché concernant les décisions des banques centrales. Les chiffres publiés ce vendredi montrent une accélération de l'inflation aux États-Unis en août, ce qui a renforcé les anticipations d'une hausse des taux d'intérêt par la Réserve fédérale (Fed) la semaine prochaine. "Le sort du FOMC du 16 septembre apparaît scellé. Plusieurs éléments pourront être instrumentalisés par le FOMC pour remonter les taux : la forte hausse sur les derniers jours du prix du pétrole, un rapport sur l'emploi d'août meilleur qu'attendu et ... le fait que l'inflation

soit désormais au-dessus de la cible de 2% pour la cinquième année et demie", écrit dans une note Bastien Drut, analyste chez CPRAM. Les opérateurs estiment désormais à environ 85% la probabilité d'une hausse d'un quart de point mercredi prochain, contre environ 67% avant la publication des données. Si elle se confirmait, une telle mesure aux États-Unis interviendrait alors que la Banque centrale européenne (BCE) a déjà relevé ses taux d'intérêt à deux reprises depuis le début du conflit au Moyen-Orient: la première fois en juin et la deuxième jeudi, l'institut de Francfort soulignant par ailleurs que la guerre pourrait maintenir l'inflation au-dessus de l'objectif de 2% pendant une période prolongée. La Banque d'Angleterre (BoE) devrait pour sa part maintenir ses taux inchangés jeudi prochain, mais les bons chiffres économiques publiés vendredi amènent les analystes à estimer qu'elle serait en mesure de les relever avant la fin de l'année sans craindre de nuire à l'économie. La Banque du Japon (BoJ) est largement attendue sur une hausse vendredi. En attendant les annonces de politique monétaire, les marchés observent avec méfiance les avancées des Houthis, alliés de l'Iran, autour du détroit de Bab el-Mandeb, un axe stratégique dont le blocus pourrait déstabiliser encore davantage le marché pétrolier. Aux valeurs, Alstom ALSO.PA a pris 2,4%

après avoir signé avec TransPennine Express des contrats d'une valeur de 1,2 milliard d'euros. A Milan, Avio AVI.MI a gagné 3,8%, le fabricant italien de fusées ayant annoncé jeudi que son résultat opérationnel ajusté du premier semestre avait progressé de 7,3% sur un an. A l'heure de la clôture en Europe, le Dow Jones .DJI gagne 0,98%, le Standard & Poor's 500 .SPX 1,04% et le Nasdaq Composite .IXIC 1,27%. Oracle ORCL.N prend XX%, ses résultats trimestriels rassurant les actionnaires quant à la rentabilité de ses investissements dans l'intelligence artificielle (IA). L'économie française inquiète particulièrement les marchés. Le gouvernement a abaissé vendredi pour la troisième fois cette année sa prévision de croissance pour 2026, la ramenant à 0,5% contre 0,7% en juillet. Le moral des ménages américains s'est dégradé plus prévu en septembre, montrent vendredi les résultats préliminaires de l'enquête mensuelle de l'Université du Michigan. Les rendements obligataires ont fini vendredi sur de faibles variations, même

s'ils restent proches de leurs plus hauts niveaux depuis plusieurs années et ont fortement augmenté au cours de la semaine. Le rendement du Bund allemand à dix ans DE10YT=RR a grappillé 0,5 points de base à 3,5016%, près de son plus haut niveau depuis 2011, tandis que celui du titre à deux ans DE10YT=RR a légèrement reculé pour finir à 3,1737%. En France, le rendement de l'OAT à dix ans FR10YT=RR a encore pris 2 points de base à 4,4460%, tandis que celui de l'obligation à 30 ans FR30YT=RR reste à son plus haut niveau depuis 2003. Le "spread", ou l'écart entre les rendements des obligations françaises et allemandes à 10 ans DE10FR10=RR , s'est encore amplifié, à plus de 94 points de base. Aux Etats-Unis, Le rendement des Treasuries à dix ans US10YT=RR ressort à 4,9485%, près d'un pic de trois ans. Le deux ans US2YT=RR , plus sensible aux anticipations sur les taux de la Fed, grimpe de 6,7 points de base à 4,6169% après les données sur l'inflation.

Synthèse R.I.

PROFITANT DE LA BAISSSE DES COURS DU PÉTROLE La Bourse de Paris termine en hausse

La Bourse de Paris a terminé en hausse vendredi, profitant de la baisse des cours du pétrole après une forte remontée des prix tout au long de la semaine. L'indice CAC 40 a gagné 0,78%, à 8.179,77 points. La veille, le panier des 40 principales valeurs françaises avait perdu 0,49%, à 8.116,76 points, plombé par la hausse du pétrole et la flambée des taux d'intérêt sur le marché de la dette. La place parisienne profite de l'accalmie sur les prix du pétrole, qui s'affichent en baisse vendredi après avoir grimpé au-delà des 100 dollars le baril cette semaine. Les prix du brut ont lâché du lest "après que l'Agence internationale de l'énergie (AIE) a révisé à la baisse ses prévisions de demande mondiale", explique Patrick Munnelly, de Tickmill Group. "La demande mondiale de pétrole devrait diminuer de 2,5 millions de barils par jour (mb/j) en glissement annuel en 2026", soit 940.000 barils par jour de moins que prévu le mois dernier, selon l'AIE. Par ailleurs, l'Iran tiendra lundi à Oman des discussions avec des pays du Golfe au sujet du stratégique détroit d'Ormuz, verrouillé par Téhéran en représailles à la guerre déclenchée par les Etats-Unis et Israël, a annoncé vendredi la diplomatie iranienne.

Le taux à 10 ans toujours plus haut

L'emprunt français à échéance 10 ans a terminé la semaine à 4,45% après avoir touché 4,47%, un nouveau sommet depuis 2008. La veille en clôture, il s'affichait à 4,44%. Son équivalent allemand a terminé à 3,50%, comme la veille, poussant jusqu'à 3,53% sur la séance, un plus haut depuis 2009. L'écart entre les deux, appelé "spread", s'élève donc à environ 0,95 point de pourcentage, soit le plus important écart entre ces deux valeurs depuis 2012, en pleine crise des dettes souveraines en Europe. "La France ne fait pas face à une crise de financement", estime Christophe Herpet, directeur des Gestions chez Ofi Invest Asset Management. "Le marché ne juge plus seulement sa capacité à émettre, mais la crédibilité politique de sa trajectoire budgétaire." "À huit mois de l'élection présidentielle et à l'approche du vote du budget 2027", le spread entre l'emprunt français et allemand "devient le baromètre de ce changement de régime", affirme-t-il.

Agence

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN



COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 09 Septembre 2026
Valeur : 11 Septembre 2026

BASE	DEVICES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		133.0384	133.0534
1	EUR	EURO		154.6039	154.6480
1	GBP	POUND STERLING		180.2688	180.3380
100	JPY	JAPANESE YEN		86.4616	86.4769
1	CNY	CHINESE YUAN		19.8251	19.8276
1	CHF	SWISS FRANC		164.3464	164.4259
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		96.4955	96.5134
1	DKK	DANISH KRONE		20.6842	20.6897
1	SEK	SWEDISH KRONA		13.8629	13.8662
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		14.3850	14.3877
1	AED	UAE DIRHAM		36.2226	36.2287
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.4278	35.4337
1	KWD	KUWAITI DINAR		433.7737	433.9641
1	TND	TUNISIAN DINAR		45.3864	45.8425
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		14.1769	14.1784
1	LYD	LIBYAN DINAR		20.9602	21.0678
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.3210	3.3313
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		182.6287	182.6287

BOURSE DE NEW YORK

Wall Street se ressaisit, poussée par le répit sur l'énergie

La Bourse de New York a terminé dans le vert vendredi, profitant d'une accalmie du côté des prix du pétrole après la flambée des derniers jours, la publication d'un nouvel indice d'inflation aux Etats-Unis n'ayant pas surpris. Le Dow Jones a gagné 0,98%, l'indice Nasdaq a pris 0,96% et l'indice élargi S&P 500 a avancé de 0,86%. Les cours du pétrole ont perdu environ 2,5%, une dynamique bienvenue pour les actions après plusieurs séances de flambée. Ils restent toutefois perchés à de hauts niveaux en raison de la relance des hostilités au Moyen-Orient. L'annonce d'une rencontre lundi en-

tre l'Iran et ses voisins du Golfe à propos du détroit d'Ormuz a redonné un peu d'espoir au marché quant à une avancée diplomatique. Cela a permis un rebond des actions, aussi alimenté par des achats à bon compte après trois séances consécutives de recul, souligne Jose Torres, analyste de la plateforme Interactive Brokers. Avant l'ouverture vendredi, les investisseurs ont pris connaissance de l'indice des prix à la consommation (CPI) aux Etats-Unis. Celui-ci a progressé de 3,4% sur un an en août, le même rythme - élevé - qu'en juillet. D'un mois sur l'autre, il a progressé de 0,4% (contre +0,1% un mois plus

tôt). Pour Jack Ablin, analyste de Cresset interrogé par l'AFP, le rapport "n'était pas exagéré, ni particulièrement élevé en dehors du secteur de l'énergie". Les investisseurs, qui avaient déjà digéré un rapport montrant, la veille, une accélération des prix à la production, "se sont résignés à l'idée que la Fed va relever ses taux la semaine prochaine", estime M. Ablin. La banque centrale américaine se réunit la semaine prochaine. Le marché parie à plus de 85% sur un resserrement monétaire à cette occasion, selon l'outil de veille CME FedWatch. Dans ce contexte, vers 20H30 GMT, le taux d'intérêt de la dette publique des

Etats-Unis à échéance dix ans évoluait à 4,97% contre 4,96% à la clôture jeudi. "En parallèle, la publication par Oracle de résultats financiers exceptionnels a ravivé l'enthousiasme pour l'IA et incité les investisseurs à acheter sur les baisses dans le secteur technologique", assure Jose Torres. Le spécialiste de l'informatique a surpassé les attentes pour le premier trimestre de son exercice décalé aussi bien au niveau de son bénéfice net par action, ressorti à 1,92 dollar, que pour son chiffre d'affaires, de 19,14 milliards de dollars. L'envolée du titre observée en début de journée n'a pas tenu l'entièreté de

la séance. L'action a finalement perdu 1,74%. D'autres acteurs technologiques sont toutefois parvenus à capitaliser jusqu'au bout sur l'engouement pour le secteur. Dell a ainsi bondi de 11,98%, AMD a pris 2,49%, Alphabet a avancé de 1,53%. L'éditeur de logiciels Adobe a gagné 1,37%, après avoir partagé en raison de prévisions tout juste conformes aux attentes pour le trimestre en cours. Son cours a perdu près de 30% depuis le début de l'année face aux inquiétudes liées à la concurrence toujours plus vive de l'intelligence artificielle (IA).

Agence

L'INFLATION AMÉRICAINE FERME LA PORTE À TRUMP

La Fed se rapproche d'une hausse de taux

Les prix ont augmenté de 0,4 % aux États-Unis en août, après + 0,1 % en juillet. L'inflation reste stable à 3,4 % sur un an, mais l'essence, le logement et les prix hors énergie alimentent une pression suffisante pour rapprocher la Fed d'une hausse de taux le 16 septembre.

Les prix ont accéléré aux États-Unis en août et c'est une très mauvaise nouvelle pour Donald Trump. L'indice des prix à la consommation (CPI) publié ce vendredi indique une hausse de 0,4 % sur un mois, après + 0,1 % en juillet. Sur un an, l'inflation reste à 3,4 %, au même niveau que le mois précédent. À cinq jours de sa réunion, la Réserve fédérale américaine se retrouve sous pression pour relever ses taux, soit précisément ce que le président des États-Unis voulait éviter en nommant Kevin Warsh à sa tête. Le chiffre est certes conforme aux attentes du marché, mais il ne rassure pas, car son rythme est trop élevé pour une banque centrale qui vise une inflation proche de 2 % par an. La Fed doit décider, le 16 septembre, si elle maintient ses taux dans leur fourchette actuelle de 3,50 % à 3,75 %, ou si elle les augmente pour freiner la hausse des prix.

L'essence explique une grande partie de la hausse

Les prix de l'essence ont augmenté de 3,9 % en août et représentent plus d'un tiers de la hausse mensuelle de l'indice. Le rebond intervient après deux mois de baisse. Il suffit à modifier la lecture d'un rapport qui, en juillet, avait offert à la Fed un répit provisoire grâce au recul des prix de l'énergie. Cette poussée touche immédiatement le budget des ménages américains. Elle se diffuse aussi à l'économie par les coûts de transport : les entreprises de livraison, les agriculteurs, les transporteurs routiers et les industriels paient davantage pour faire circuler leurs marchandises. Ils peuvent ensuite répercuter une partie de cette facture dans leurs prix. Le rapport d'août ne mesure toutefois pas encore toute la flambée récente des carburants. Le diesel a dépassé 6 dollars le gallon vendredi, dans le sillage de la hausse du pétrole et des tensions militaires au Moyen-Orient.

Cette évolution pèsera surtout sur les indices de prix publiés au cours des prochains mois, si elle dure.

Les prix hors énergie restent trop élevés

La Fed suit aussi l'évolution des prix hors alimentation et énergie, un indicateur destiné à voir si la hausse se propage au reste de l'économie. Or cet indice a progressé de 0,3 % en août, après + 0,2 % en juillet, et de 2,4 % sur un an. Le logement reste également un poste décisif, car il pèse lourd dans le budget des ménages et dans l'indice des prix. Les services, qui comprennent notamment les loyers, les assurances ou certains soins, évoluent plus lentement que les carburants. Lorsqu'ils restent chers, l'inflation devient plus difficile à réduire par le seul recul du pétrole. L'enjeu pour la Fed est simple : déterminer si l'accélération d'août est un épisode lié à l'énergie ou le signe d'une inflation qui se réinstalle dans les dépenses courantes. Avec une hausse de 0,3 % des prix hors énergie et alimentation, le rapport ne lui apporte pas le net ralentissement qui aurait justifié d'attendre sans risque.

En juillet, la Fed était déjà divisée

La décision de septembre se prépare dans un comité déjà partagé. Lors de la réunion des 28 et 29 juillet, la Fed a maintenu ses taux par neuf voix contre trois. Trois responsables voulaient déjà les augmenter de 0,25 point. La majorité avait préféré attendre les chiffres de l'été. Elle craignait qu'une hausse trop rapide ne pèse sur l'emploi et le crédit, tandis que d'autres membres jugeaient qu'il fallait agir avant que l'inflation ne s'installe durablement. La statistique publiée ce vendredi donne désormais du poids aux responsables favorables à une hausse : le ralentissement attendu n'est

pas arrivé, tandis que le choc énergétique reste susceptible de prolonger la hausse des prix en septembre.

Les marchés parlent sur une hausse

Les contrats à terme suivis par l'outil Fed-Watch du CME, qui mesurent les paris des investisseurs, privilégient désormais largement une hausse de taux. Ces probabilités traduisent la manière dont les opérateurs réévaluent leurs positions après les statistiques économiques. Et quand les marchés anticipent des taux plus hauts, les rendements des obligations américaines peuvent augmenter. L'État fédéral doit alors offrir une rémunération plus élevée pour emprunter. Les banques et les entreprises peuvent, à leur tour, relever le coût de leurs crédits. La décision de la Fed sera donc rendue dans un environnement où les conditions de financement se durcissent avant même le vote du comité. Le maintien des taux ne garantirait pas une détente immédiate du crédit si les investisseurs considèrent que l'inflation et l'énergie resteront durablement élevées.

Un revers politique pour Donald Trump

Donald Trump réclame des taux plus bas pour rendre les crédits moins coûteux et de soutenir l'activité. Une hausse le 16 septembre produirait l'effet inverse : elle rendrait plus cher le recours au crédit pour les ménages et les entreprises, même si son impact concret se diffuse progressivement dans l'économie. La décision tomberait surtout avant les élections de mi-mandat du début novembre. Et comme le prix de l'essence est l'un des indicateurs les plus visibles pour les électeurs américains, son envolée, ajoutée à une Fed contrainte de rester ferme, affaiblirait le message présidentiel d'un retour durable à une inflation maîtrisée.

FRANCE/BUDGET 2027

Lescure reconnaît que le déficit à 5% ne sera pas atteint

Bercy ramène sa prévision de croissance 2026 de 1 % à 0,5 % et admet pour la première fois que la cible de déficit public de 5 % du PIB ne sera pas tenue cette année. Roland Lescure promet un effort « partagé », mais protège déjà le CIR, le pacte Dutreil et l'apprentissage. « Nous n'avons plus de gras. » En une formule, Roland Lescure a fixé, vendredi 11 septembre, le cadre politique des arbitrages budgétaires à venir. Le ministre de l'Économie ramène à 0,5% la prévision de croissance française pour 2026, contre 1% en début d'année, et retient 1% pour 2027. Surtout, il a reconnu que le déficit public ne serait pas ramené à 5% du produit intérieur brut cette année. « Ce n'est plus une option », a-t-il déclaré. C'est la première fois que l'exécutif abandonne explicitement cet objectif, alors que le déficit et la dette 2027 restent hors du point presse avant la saisine annoncée du Haut Conseil des finances publiques. L'aveu modifie la séquence budgétaire. Le

gouvernement ne donne pas encore le niveau de déficit désormais attendu pour 2026, ni sa cible pour 2027. Mais l'abandon de la borne de 5 % confirme que le ralentissement de l'activité, les aléas géopolitiques et le renchérissement de la dette ont réduit l'espace de manœuvre plus vite que prévu. La question des prochains arbitrages ne porte donc plus seulement sur la trajectoire de retour sous 3 % du PIB : elle porte aussi sur le point de départ effectif dont partira le budget 2027. L'exécutif s'écarte légèrement de la dernière prévision de l'Insee, qui attend 0,4 % de croissance cette année, mais il abandonne son scénario initial d'une économie française à 1 % (corrigé ensuite à 0,7 %). Le chiffre gouvernemental se place aussi sous le consensus des économistes cité pendant la conférence, à 0,6%. Bercy précise que l'économie française ne disposait que de 0,3% d'acquis de croissance (progression annuelle déjà enregistrée à mi-parcours) à l'issue du deuxième

trimestre. Ce point de départ faible oblige à compter sur un rebond au second semestre pour atteindre l'objectif de 0,5 %. Après un recul de 0,2% durant l'hiver, l'activité a stagné au printemps. L'Insee prévoit seulement 0,1 % de croissance au troisième trimestre puis 0,2 % au quatrième. Sa projection annuelle, à 0,4%, traduit une économie française qui reste en panne de moteur durable, après deux trimestres très faibles. Bercy impute les 0,5 point perdus par rapport à sa prévision initiale à trois chocs. La crise d'Ormuz retirerait 0,2 point de croissance, l'incertitude politique 0,2 point et le choc climatique 0,1 point. Cette dernière estimation rejoint le diagnostic de l'Insee : les épisodes de chaleur de l'été enlèveraient environ 0,1 point à la croissance de 2026, principalement par la baisse des productions agricoles.

R I

ROYAUME-UNI

Don record pour le parti Reform UK malgré les scandales

Un milliardaire qui a fait fortune dans les cryptomonnaies a annoncé vendredi un don, sans précédent au Royaume-Uni, au parti nationaliste Reform UK de Nigel Farage, malgré une série de scandales concernant son financement. Dans le Daily Telegraph, Ben Delo a expliqué sa donation de 36 millions de livres (près de 42 millions d'euros au taux actuel) par le manque de financement pérenne dont bénéficierait la formation, par rapport aux partis traditionnels travailliste et conservateur. «Je veux un combat loyal et des règles du jeu équitables», a expliqué l'homme d'affaires, cofondateur de la plateforme d'échange de cryptomonnaies BitMEX. Il a précisé que ce paiement unique correspondait à un soutien d'un million de livres par mois jusqu'aux prochaines élections législatives prévues d'ici à la mi-2029. Cette somme vise à aider le parti à «se préparer à gouverner», a assuré le milliardaire de 42 ans, qui avait plaidé coupable aux États-Unis en 2022 de violation de la loi sur le secret bancaire mais avait été gracié par Donald Trump en 2025. Alors qu'il était jusqu'alors basé à Hong Kong, il a fait part de son intention de rentrer vivre au Royaume-Uni, pour ne pas être contraint par un futur plafonnement des donations politiques étrangères souhaité par le gouvernement travailliste. Le précédent record de don politique de la part d'une personne en vie au Royaume-Uni remonte à l'an dernier, quand un autre magnat des cryptomonnaies, Christopher Harborne, avait versé 9 millions de livres (10,5 millions d'euros) à Reform. Le record pour un legs remonte à 2022 quand John Sainsbury avait laissé 10 millions de livres aux conservateurs à sa mort. Reform UK domine les sondages depuis un an et demi mais les révélations sur un don reçu également de Christopher Harborne, et non déclaré, et l'ouverture d'une enquête parlementaire ont freiné cette dynamique. Début septembre, la controverse autour du financement du parti a rebondi après la diffusion d'un reportage en caméra cachée, où l'on voit un collaborateur de Nigel Farage proposer de contourner la loi pour obtenir un don de 500.000 livres d'un citoyen américain. Le reportage accuse ce même collaborateur et un autre responsable du parti, qui ont depuis démissionné, d'avoir enfreint les règles électorales en faisant financer des sondages par une société étrangère. Nigel Farage, qui a toujours réfuté toute malversation concernant les finances de son parti, s'est dit auprès du Telegraph «honoré» par la «confiance» manifestée par Ben Delo avec sa donation.

R I.

Anthropic surveille-t-elle les militants anti-IA avec un système de «précrime» ?

Anthropic a bâti, avec l'aide d'une société extérieure spécialisée dans la détection de risques, un dispositif pour repérer à l'avance les mobilisations contre l'intelligence artificielle. L'entreprise dirigée par Dario Amodei signale aussi régulièrement des utilisateurs jugés menaçants à la police américaine, selon une enquête du média The American Prospect.



Pour anticiper les rassemblements prévus lors de déplacements de ses dirigeants, Anthropic reçoit des renseignements de Samdesk, dirigée par James Neufeld. Le centre d'opérations de sécurité de l'entreprise, animé par Keon Ellison et Zach Melvin, a bénéficié de cette collaboration l'an dernier. « Nous avons reçu via Samdesk une alerte alors qu'un dirigeant partait pour une grande ville où une manifestation se préparait », a expliqué Keon Ellison, responsable des opérations du centre de sécurité d'Anthropic, dans un podcast enregistré avec James Neufeld. Cette alerte est arrivée une heure seulement avant le rassemblement, le temps de dérouter le dirigeant.

Un dispositif interne pour repérer les personnes à risque avant la police

La défiance envers l'intelligence artificielle progresse dans l'opinion publique américaine. « Le public a une vision négative de l'intelligence artificielle, et c'est un problème important », a écrit Dario Amodei sur son compte X.com, comme vous pouvez le lire dans la publication fleuve ci-dessous. Sur son site, Anthropic propose encore un poste d'« Enterprise Intelligence Specialist », rémunéré entre 180 000 et 230 000 dollars par an. Dans la fiche de poste, il faut notamment être capable d'identifier la menace de l'activisme comme celles du terrorisme et de l'espionnage industriel. Le Wall Street

Journal a rapporté en juillet qu'un « person-of-interest process » interne avait permis de repérer plusieurs personnes avant leur signalement à la police. « Notre objectif est de transformer ces opérations pour recueillir des renseignements proactifs, prédictifs et préventifs sur les menaces », a expliqué un responsable de la sécurité d'Anthropic.

Le 14 août dernier, un homme a dit à Claude qu'il venait d'acheter un fusil AR-15 et qu'il avait Dario Amodei dans sa ligne de mire. Et ça n'a pas loupé. Cinq jours plus tard, Anthropic a averti la police de San Francisco. Selon le rapport de police consulté par le San Francisco Standard, l'employé d'Anthropic a refusé de montrer les messages complets aux enquêteurs, en invoquant la politique interne de l'entreprise. Ce signalement n'a pourtant pas déclenché son arrestation par la police et l'auteur des messages a ensuite affirmé qu'il plaisantait. La blague n'a visiblement pas été du goût de tous.

Des contrats militaires renoués après le bras de fer avec le Pentagone

Deux jours après la publication de l'enquête, Anthropic a publié un rapport sur les usages détournés de Claude. L'entreprise a reconnu, dans ce document, que des groupes basés en Russie, en Chine, en Iran et au Yémen avaient utilisé son IA pour concevoir des missiles ou bâtir des outils d'espionnage. Comme on vous le racontait, au Mali,

un consultant avait construit avec Claude une plateforme de surveillance. Elle couvrait vingt-cinq millions de cartes SIM, sans contrôle judiciaire systématique. En février, on vous expliquait également qu'Anthropic avait publiquement refusé de laisser ses modèles servir à la surveillance intérieure ou aux systèmes d'armes autonomes. Le Pentagone avait alors écarté l'entreprise de ses marchés. Finalement fin août, un juge californien a annulé cette exclusion. Selon lui, une entreprise critique du gouvernement ne pouvait pas être visée par une mesure de rétorsion au nom de la sécurité nationale. Désormais, et toujours selon une enquête du Prospect, Anthropic recrute pour des postes commerciaux liés à la sécurité nationale, en vue de renouer avec les contrats militaires. D'après le journaliste Daniel Boguslaw, ce virage est lié à un autre chantier politique porté par l'organisation Americans for Responsible Innovation. Celle-ci demande que l'intelligence artificielle obtienne le statut d'infrastructure critique, avec des obligations de signalement des incidents de cybersécurité aux autorités fédérales. Avec ce statut, les grands laboratoires d'IA obtiendraient aussi un accès élargi aux renseignements des agences fédérales. Le journaliste avance qu'une coalition bipartisanne, opposée aux centres de données, pourrait voir son engagement civique requalifié en extrémisme, voire en terrorisme, si l'intelligence artificielle héritait de ce statut.

OpenAI lance des services ChatGPT dédiés aux géants de la finance



Chez OpenAI, on cherche à générer de plus en plus de revenus. Et cette nouvelle version de ChatGPT pourrait (un peu) le permettre. Le géant de l'IA OpenAI se retrouve aujourd'hui dans une position dans laquelle il est en rivalité avec un Anthropic, qui génère bien plus de revenus que la firme de Sam Altman -notamment grâce à Claude Code. Du côté du créateur de ChatGPT, on cherche ainsi de nouvelles idées pour apporter plus de cash à la maison. Et la nouveauté qui vient d'être lancée pourrait peut-être bien aider.

OpenAI lance une version de ChatGPT construite pour les spécialistes des services financiers

OpenAI travaille depuis déjà un certain temps avec la banque Morgan Stanley et Evercore pour développer un ChatGPT spécialiste du domaine de la finance. Un produit qui vient finalement d'aboutir, puisqu'il a été officiellement lancé. Alimenté par le tout dernier modèle GPT-6 Astra, cette nouvelle version de ChatGPT bénéficie des contrôles de sécurité que l'on retrouve déjà du côté de ChatGPT Enterprise. Niveau conformité, elle permet aussi d'exporter les journaux de l'espace de travail à des workflows d'audit.

OpenAI promet un outil qui sera encore plus développé à l'avenir

Ce nouveau dataset intègre par ailleurs déjà les ensemble de données des grandes plateformes de données financières et économiques Crunchbase, Quatr, LSEG News, Daloopa et Pitchbook. Des outils généralement réservés aux spécialistes de Wall Street, de la finance ou des fonds de capital-risque. « OpenAI a indiqué que les données étaient indexées sur sa propre infrastructure afin d'améliorer leur recherche et leur citation » précise Reuters. Et ça n'est que le début. OpenAI va aussi à l'avenir agrandir au fur et à mesure le volume de données disponibles sur ce ChatGPT, et va par ailleurs raffiner les modèles IA afin qu'ils puissent analyser de manière toujours plus pertinente les informations. Est-on en train de voir le début de la disparition des grands loups de Wall Street ?

LE CONSTRUCTEUR VIENT DE COMMANDER DIX NAVIRES

BYD veut intensifier son raz-de-marée européen

Avec des ventes à l'export qui connaissent une forte croissance ces dernières années, BYD a besoin de transporter toujours plus de voitures en dehors de leur Chine natale. Toujours dans sa volonté de dépendre le moins possible de prestataires externes, l'entreprise dispose de sa propre flotte de navires. Celle-ci comptait jusqu'ici huit bateaux. Un peu timoré pour les ambitions du constructeur, qui vient d'en commander dix de plus. De quoi sérieusement augmenter la cadence de diffusion de la marque.

Élargie en septembre 2025, la flotte de navires de BYD permet au constructeur d'exporter depuis ses usines chinoises 38 000 voitures simultanément. Un chiffre probablement considéré comme un peu juste. Le constructeur vient de commander dix navires supplémentaires. De quoi porter le nombre de bateaux BYD circulant sur les mers et les océans du monde entier à 18. Surtout, la capacité totale va drastiquement augmenter. Désormais, ce seront 130 000 véhicules qui pourront partir par bateau en même temps. Chacun des nouveaux navires pourra transporter 9 200 voitures, une capacité supérieure à celle des bateaux actuels. Tous sont des navires rouliers, donc sans conteneurs. Les voitures sont chargées et déchargées par leurs propres moyens. De quoi optimiser au maximum l'espace et embarquer un maximum de véhicules.

Cette expansion est particulièrement rapide. Le premier navire de BYD, l'Explorer n° 1, a été livré en janvier 2024. L'ensemble des bateaux a été commandé au fabricant CIMC. Ils seront livrés à la compagnie Zodiac Maritime, puis affrétés par BYD. Avec les huit rouliers actuellement en service, BYD transporte environ un million de voitures par an. Selon des estimations, l'ajout de ces dix bateaux supplémentaires porterait ce chiffre à 2,5 millions. De quoi suivre le rythme des exportations, toujours plus élevé. BYD ouvre des usines presque autant qu'il commande des bateaux. Ces derniers ne feront donc pas uniquement des trajets au départ de la Chine, mais



aussi de pays comme la Thaïlande. Ils seront principalement destinés à l'Europe, mais aussi au Canada et à l'Amérique du Sud. Le tout en attendant que l'usine brésilienne entre en fonction.

Une expansion de la flotte nécessaire pour suivre le rythme

Le marché chinois est saturé avec une centaine de constructeurs locaux. Si BYD mène la danse en dominant les ventes, la concurrence reste rude. La clientèle, certes avide de nouveautés, ne peut pas non plus acheter sans cesse de nouvelles voitures. Bien que l'âge moyen du parc automobile soit particulièrement jeune, surtout pour les voitures

électriques, les ventes ont tout de même tendance à baisser, voire carrément à chuter. Certains prévoient même la disparition de quelques marques. Les constructeurs allemands sont particulièrement touchés et de petites entreprises locales pourraient également disparaître. Malgré sa position, BYD voit aussi ses ventes baisser. En août, la marque a vendu 184 000 voitures, soit une baisse de 35 % par rapport à l'année précédente. Sur les huit premiers mois de l'année, cette chute atteint même 43 %, avec 1,15 million de voitures écoulées. Ajoutez à cela une guerre des prix féroce et voilà le leader obligé de penser à des solutions pour limiter la casse. La stratégie est simple : miser un maxi-

mum sur l'exportation et les ventes à l'international. Les chiffres en attestent. BYD a exporté 184 000 voitures depuis la Chine en août 2026, soit 131 % de plus qu'à la même période l'année précédente. Depuis le début de l'année, cela représente une hausse de 88 %, à 1 127 000 voitures. C'est dire si ces dix bateaux supplémentaires sont nécessaires. Toutefois, ils ne devraient être livrés qu'entre 2027 et 2029. En attendant, la marque devrait continuer d'ouvrir des usines sur des marchés clés. C'est notamment le cas en Europe avec la Hongrie, afin de contourner les droits de douane qui la pénalisent à l'international.

Un nouveau constructeur chinois se lance à la conquête de l'Europe et ses voitures arrivent bientôt !

Avec un marché intérieur saturé, l'export n'est plus une simple option pour les constructeurs automobiles chinois. Li Auto l'a bien compris et vient d'annoncer officiellement sa venue en Europe. Pour l'occasion, la marque prévoit un lancement officiel au Mondial de l'Automobile de Paris en octobre. Si les premiers modèles devraient fouler le bitume de nos routes, beaucoup de questions subsistent quant à l'arrivée concrète de la marque sur le continent. Cela concerne aussi bien la gamme que le réseau de distribution et d'entretien.

Les constructeurs chinois n'ont jamais eu autant la cote en Europe et grappillent des parts de marché mois après mois, en dépassant les 10 % depuis le printemps. Li Auto ne veut pas passer à côté de cette opportunité et sera présent sur le marché avant la fin d'année. Son arrivée sera marquée officiellement par sa présence au Mondial de l'Automobile de Paris. La commercialisation des premiers modèles devrait débuter au cours des semaines suivantes. Pour le moment, Li Auto laisse planer



beaucoup de mystères quant aux conditions de son arrivée. Il semblerait que la marque soit elle-même en pleine préparation, avec des modalités encore bien incertaines. Pour ce qui est des premiers pays qui auront droit aux produits de la marque, l'Allemagne, les Pays-Bas et l'Angleterre sont privilégiés. Pour ce dernier, la fiscalité moins contraignante que dans l'Union européenne pourrait être un atout pour importer

des modèles électriques comme la L6. Pour les deux autres nations, le constructeur est activement à la recherche de partenaires. L'objectif est de distribuer des voitures dans leurs réseaux et de créer de nouvelles concessions avec le soutien d'entreprises déjà bien établies dans le secteur. Inconnu du grand public sur notre continent, y compris dans les premiers pays visés, le constructeur tente également quelques coups

marketing pour faire parler de lui. Ainsi, la marque sponsorise la Solheim Cup en fournissant 20 SUV i6 et un monospace Mega. Cette compétition de golf se déroule en ce moment même et oppose les meilleures joueuses européennes à celles des États-Unis.

Un positionnement premium assumé

En sponsorisant un tel événement, Li Auto envoie un message clair : il n'est pas là pour jouer les outsiders low-cost. En témoigne l'i6 présent sur place. Ce SUV électrique dispose d'un gabarit généreux avec ses 4,95 m de long. Il affiche surtout un look original, rare pour une voiture chinoise. Pour un crossover, sa ligne semble faire la part belle à l'aérodynamisme avec son capot intégré, son toit plongeant et sa livrée bicolore. De quoi presque lui donner un look façon TGV moderne, à la manière du premier Renault Espace en son temps. De quoi optimiser l'efficacité. Pour ce qui est de la réussite de ce look, libre à chacun d'apprécier ou non ce physique particulier. Avec une batterie lithium-fer-phos-

phate CATL de 87,3 kWh, Li Auto promet une autonomie de 720 kilomètres en propulsion avec le cycle CLTC. Un chiffre à modérer, donc. Le tout propose une architecture 800 V et peut accepter jusqu'à 500 kW de recharge en courant continu. De quoi récupérer 500 km d'autonomie en 10 minutes, si la borne est suffisamment performante. Les clients auront le choix entre une version propulsion de 335 ch et une intégrale de 536 ch. Le tout est présenté avec un habitacle à l'avenant en termes de présentation et d'équipements. Outre les incontournables grands écrans à l'avant comme à l'arrière, on retrouve pléthore de petites attentions, à l'instar d'un frigo ! Hélas, le tarif chinois, équivalent à un peu plus de 30 000 €, ne sera probablement pas de la partie. Ce modèle, qui devrait être vendu d'ici fin 2026, se veut le fer de lance de la gamme. Celle-ci devrait être complétée par des hybrides rechargeables et des électriques sur des segments plus accessibles que celui de l'i6, qui concurrence les BMW iX3 et Volvo EX60.

Mots fléchés

RAZ-DE-MARÉE MARÉE DESCENDANTE		UN TRUC EN PLUS CITÉ CORSAIRE		RESSERRÉES SOUFFLE AU NORD-OUEST		UNITÉ DE PRESSION ATMOSPHÉRIQUE		TOILETTES DE CHAISE OU DE CABESTAN		PHARES SUR LE PONT DU BATEAU	
			4			JETÉE AU MOUILLAGE NON PAYÉ				7	
ROUGE EN MER BANQUIER MONDIAL							LE LESOTHO SUR LE WEB		ÇA LAISSE LE CHOIX VIEILLES CHARRUES		
			VAGUES POUR LE SURFEUR						8		
EXPÉDITION SAVOIR-FAIRE						SPORT BALNÉAIRE ENTRE 2 MARÉES					RETOUR DE VAGUE
			EN FIN DE MESSE		3		ACCORD RUSSE ARCHIPEL DES CÔTES-D'ARMOR			LOURD SUR LES BORDS	
SIGLE ROYAL ESTUAIRES BRETONS			SOMMET ONCLE D'AMÉRIQUE					BRÉHAT OU MOLÈNE VALEUR REFUGE			
				1000 POUR CAPITAINE HADDOCK RANGE LA VOILE							
PRÉNOM SCANDINAVE NABOT					AVAIT COURS EN ITALIE					PERMET D'ACCOSTER AU PORT	
	9				EXCLAMATION MARÉE MONTANTE			ON EN TROUVE AUX THERMES MARINS			6
HISSÉ À L'ARRIÈRE DU NAVIRE	RELATIONS DE CONFIANCE	GONFLE LES VOILES	SIGLE RÉPUBLICAIN DE MÊME			OBTENU			VIEUX FRANÇAIS HALO DE LUMIÈRE		
								TRANCHE DE VIE PATRIMOINE GÉNÉTIQUE			VILLE DE PROVENCE
À VÉRIFIER AVANT D'APPAREILLER PHÉNOMÈNE CLIMATIQUE	5					EXPLOSA AU-DESSUS DES ANGLAIS					
				PASSÉ SOUS SILENCE			TIR AU RUGBY				
FAUX MARBRE				1	PLEIN OUEST				2		

ACCIDENTS DE LA ROUTE 11 décès et 466 blessés en 48 heures

Onze (11) personnes sont décédées et 466 autres ont été blessées dans des accidents de la route survenus ces dernières 48 heures dans plusieurs wilayas, indique, samedi, un bilan de la Protection civile.
"Durant la période allant du 10 au 12 septembre courant, les unités de la Protection civile ont effectué 382 interventions, suite aux accidents de la circulation survenus à travers plusieurs wilayas du pays, ayant causé le décès de 11 personnes et des blessures à 466 autres", précise la même source.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco



Dimanche 13 septembre 2026 <http://www.lesenjeuxeco.dz>

CONFÉRENCE GÉNÉRALE DE L'AIEA

Le ministre de l'Énergie attendu à Vienne dès lundi

Le ministre de l'Énergie et des Energies renouvelables, Mourad Adjal, participera, à partir de lundi prochain à Vienne (Autriche), aux travaux de la 70e Conférence générale de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), indique samedi un communiqué du ministère.

La participation de l'Algérie à cet important rendez-vous international, prévu du 14 au 18 septembre courant, s'inscrit dans le cadre du renforcement de sa coopération avec l'AIEA, de l'échange d'expertises et d'expériences et de la mise à profit des programmes de coopération technique, de formation et de transfert de connaissances, outre l'examen de nouvelles perspectives de partenariat dans les domaines des utilisations pacifiques de la technologie nucléaire, précise la même source. Cette participation constitue également une occasion pour suivre les évolutions scientifiques et technologiques dans le domaine nucléaire, renforcer les capacités nationales et élargir les domaines de coopération internationale et africaine, de manière à soutenir les efforts de développement national et à favoriser les applications pacifiques de la technologie nucléaire, notamment dans les domaines scientifique et médical ainsi que dans d'autres secteurs connexes.

A travers sa participation à cet événement international, l'Algérie réaffirme "son engagement à renforcer la coopération internationale dans le domaine des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire et à développer le recours à la technologie nucléaire à des fins scientifiques, médicales et de développement, au service de l'être humain et du développement durable", ajoute le communiqué. La Conférence générale de l'AIEA figure parmi les principaux rendez-vous annuels internationaux réunissant les Etats membres pour examiner des questions liées aux utilisations pacifiques de l'énergie et de la technologie nucléaires, renforcer la coopération internationale et échanger les expertises et les expériences dans les domaines des sciences et des technologies nucléaires.

APS

ENTREPRISE PORTUAIRE DE SKIKDA Chargement d'environ 19.000 tonnes de ciment et de clinker vers l'Italie et la Libye

Quelque 19.000 tonnes de ciment et de clinker ont été chargées au port de Skikda, en fin de semaine dernière, vers l'Italie et la Libye, a-t-on appris, samedi, auprès du directeur commercial de l'Entreprise portuaire de Skikda (EPS), Ilyas Manaâ.

Le même responsable a précisé, dans une déclaration à l'APS, que "l'opération de chargement s'est effectuée en trois embarquements simultanés, sur un rythme accéléré, sur les quais n 4, 8 et 11 pour un total de 18.950 tonnes", avant d'ajouter que le chargement du navire "Mostein" a été opéré sur le quai n 4 pour 4.600 tonnes de ciment conditionné en big bags en direction de l'Italie.

M. Manaâ a ajouté que le chargement de 6.750 tonnes de clinker a été entamé au quai n 8 sur le "MV Yeba" pour une exportation vers l'Italie, tandis qu'au niveau du quai n 11, le navire "Princess Anna" a chargé une cargaison de 7.600 tonnes de ciment en vrac vers la Libye.

Selon le directeur de l'EPS, ces opérations, qui s'inscrivent dans le cadre de "la dynamisation des exportations nationales hors hydrocarbures" et du "renforcement de l'activité logistique du port", reflètent "la diversité des procédés de chargement des matériaux de construction ainsi que les capacités de l'EPS qui peut opérer des chargements à l'export en simultané via différents quais".

R.E.

RUPTURE DES RELATIONS DIPLOMATIQUES AVEC LES EMIRATS

Une décision qui relève de la défense des intérêts stratégiques de l'Etat

La décision de l'Algérie de rompre ses relations diplomatiques avec les Emirats arabes unis relève de la préservation de la sécurité nationale et de la défense des intérêts stratégiques de l'Etat, ont affirmé samedi des experts en relations internationales.

Selon ces spécialistes interrogés par l'APS, l'Algérie cherche à réaffirmer, dans un environnement marqué par des rivalités d'influence et des conflits hybrides, sa position de puissance d'équilibre, à préserver son autonomie stratégique et préserver sa profondeur géopolitique contre toute dynamique susceptible de compromettre la stabilité de la région.

"Il ne s'agit pas d'une simple crise diplomatique, mais d'un acte relevant de la sécurité nationale et de la défense des intérêts stratégiques de l'Etat", a déclaré le politologue et expert en questions géopolitiques et sécuritaires, Ahmed Mizab.

Cette décision touche à la "doctrine de sécurité nationale" et confirme que l'Algérie "adopte désormais une approche plus globale de sa sécurité, intégrant les dimensions diplomatiques, informationnelles, économiques et géopolitiques dans la même matrice d'analyse stratégique", a-t-il soutenu.

Il a qualifié la décision de rompre les relations diplomatiques avec les Emirats de "l'une des mesures diplomatiques les plus importantes" prises par l'Algérie ces dernières années, estimant que cette décision "ne relève ni d'un différend circonstanciel ni d'une réaction politique ponctuelle". Au contraire, "elle traduit une réévaluation stratégique globale des menaces pesant sur la sécurité nationale algérienne et sur son environnement géopolitique immédiat", a-t-il soutenu.

Pour le professeur Mizab, la mesure annoncée jeudi par le ministère des Affaires étrangères constitue, ainsi, "un message de dissuasion adressé à tous les acteurs régionaux" et signifie que l'Algérie "est prête à mobiliser l'ensemble des instruments de puissance de l'Etat pour protéger ses intérêts fondamentaux lorsque ceux-ci sont jugés menacés". Cette rupture constitue également un "signal fort" à destination de la communauté internationale et indique que l'Algérie "refuse toute tentative d'altération des équilibres qui structurent son environnement stratégique et qu'elle considère la stabilité de l'Afrique du nord et du Sahel comme une composante indissociable de sa propre sécurité nationale",



a-t-il mentionné. Le politologue relève l'existence d'une compétition croissante autour du contrôle des espaces d'influence en Afrique du Nord, dans le Sahel et sur les axes stratégiques reliant la Méditerranée à l'Afrique subsaharienne. La décision d'Alger de couper les ponts avec Abou Dhabi "met en évidence l'émergence de nouvelles lignes de fracture géopolitiques dans la région", a-t-il ajouté.

Le facteur déterminant résiderait, selon lui, dans la convergence de plusieurs dossiers régionaux où les visions des deux pays sont apparues de plus en plus incompatibles. "Cette divergence ne concerne pas seulement des positions diplomatiques, mais touche également aux mécanismes de gestion des crises régionales, aux équilibres sécuritaires et aux rapports de force qui structurent aujourd'hui l'Afrique du Nord et le Sahel", a-t-il détaillé.

"Dès lors, l'Algérie est arrivée à la conclusion que certaines dynamiques avaient franchi un seuil critique et qu'elles pouvaient avoir des répercussions directes sur ses intérêts vitaux", a-t-il souligné.

Une crise qui dépasse le cadre des divergences diplomatiques

De son côté, l'expert en relations internationales et en géopolitique, Dr Arslan Chikhaoui, a pointé du doigt "le jeu trouble des Emirats, à travers une diplomatie toxique parallèle, à l'ère de la recomposition de la cartographie géopolitique et géoéconomique de la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord en particulier".

Il a estimé que les principales raisons de cette rupture entre Alger et Abou Dhabi s'articulent autour des ingérences dans les affaires internes de la région. Selon cet expert, les Emirats sont accusés d'apporter "un soutien actif à des organisations malveillantes" et de "soutenir politiquement et financièrement des cam-

pagnes médiatiques de désinformation et d'intox ayant pour objectif de ternir l'image de l'Algérie et de créer un climat interne social délétère". "Bien que de taille minuscule dans la région, les Emirats utilisent leur puissance financière pour jouer de leur influence et de leur poids au-delà de leurs frontières", a-t-il affirmé, citant, à titre d'exemple, son implication dans des conflits régionaux, entre autres, au Soudan, en Libye, au Mali et en Somalie. "Par une politique étrangère interventionniste, Abou Dhabi provoque des frictions avec plusieurs nations dont l'Algérie et qui, présentement, a pour conséquence la rupture de relations diplomatiques", a-t-il ajouté. Abondant dans le même sens, le professeur en Sciences politiques et relations internationales, Idris Attia, a déploré l'attitude du régime d'Abou Dhabi qui "ne connaît pas ses limites, ni tient compte des règles de bon voisinage et de relations de fraternité", soutenant que la décision de l'Algérie "n'est pas une surprise" ou "un acte isolé", mais "l'aboutissement d'un long processus d'accumulation de tensions et de différends".

Il a accusé, dans ce contexte, ce régime d'"œuvrer directement à l'encontre des intérêts stratégiques de l'Algérie dans de nombreux dossiers", notamment au Sahel et au Maghreb.

"Faisant preuve de sagesse, l'Algérie a accordé aux Emirats le temps nécessaire pour revoir sa stratégie et sa politique, mais en vain", a-t-il regretté, affirmant que cette rupture signifie que "toutes les voies diplomatiques ont été épuisées".

"Nous sommes passés de l'étape de la gestion du conflit par les voies diplomatiques à celle de la redéfinition de la relation sous le prisme de la préservation de la souveraineté nationale et des intérêts stratégiques du pays", a-t-il conclu.

APS